

Mission de maîtrise d'oeuvre relative à la l'automatisation des petits ouvrages de gestion hydraulique du linéaire

**Itinéraire Bourgogne 3 – Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
(DIMOA) – Unité Opérationnelle de Dijon**

PORTER A CONNAISSANCE

Référence : DIMOA23_MOE_GH_B3

Mission de maîtrise d’oeuvre relative à la l’automatisation des petits ouvrages de gestion hydraulique du linéaire

Itinéraire Bourgogne 3 – Direction de l’Ingénierie et de la Maîtrise d’Ouvrage (DIMOA) – Unité Opérationnelle de Dijon VNF

PORTER A CONNAISSANCE

VERSION	DESCRIPTION	ÉTABLI(E) PAR	APPROUVÉ(E) PAR	DATE
1	Première diffusion	Jonathan PELHATE	Pierre EXIGA	25/03/2025
2	Deuxième diffusion	Jonathan PELHATE	Pierre EXIGA	22/05/2025
ARTELIA - Antenne de Chartres 6 rue Blaise Pascal - 28000 CHARTRES – TEL : : 02.37.31.08.50 – 01.77.93.78.99 - Fax : 01.77.93.77.95				

ARTELIA BU VILLES ET TERRITOIRES – Département Eau & Génie Urbain - CHOISY-LE-ROI

ARTELIA - Siège Social : 16 rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE - France

SAS au capital de 13 262 150 Euros - 444 523 526 RCS BOBIGNY - SIRET 444 523 526 00804 - APE 7112B

N° Identification TVA : FR 40 444 523 526 - www.arteliagroup.com

PORTER A CONNAISSANCE

MISSION DE MAITRISE D’OEUVRE RELATIVE A LA L’AUTOMATISATION DES PETITS OUVRAGES DE GESTION HYDRAULIQUE DU LINEAIRE

ARTELIA / MARS 2025/461-3540

PAGE 1 / 68

SOMMAIRE

1. PRÉAMBULE.....	5
A. PRESENTATION DU PROJET	6
2. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR	7
2.1. Contact.....	7
2.2. SIRET	7
3. PRÉSENTATION DU PROJET	8
3.1. Contexte et objectifs	8
3.2. Emplacement de l'opération	8
3.3. Présentation des ouvrages	10
4. DESCRIPTION DES TRAVAUX ET DU PHASAGE	11
4.1. Description des travaux.....	11
4.1.1. Mécanisation	11
4.1.2. Automatisation	11
4.1.3. Rechargement localisé en enrochement de zones affouillées	12
4.2. Planning et phasage	15
4.2.1. Hypothèses d'établissement du planning de réalisation de l'opération	15
4.2.2. Planning de réalisation des travaux	15
4.3. Gestion des déblais-remblais.....	18
4.4. Gestion des eaux	18
4.5. Mesures environnementales en phase chantier	19
4.5.1. Adaptation des emprises des travaux	19
4.5.2. Circulation et accès	19
4.5.3. Suivi de chantier.....	19
4.5.4. Gestion des matériaux à extraire	19
4.5.5. Gestion des déchets sortants	19
4.5.6. Stockage des déblais et matériel de chantier	20
4.5.6.1. Déblais inertes :	20
4.5.6.2. Déblais non inertes.....	20
4.5.6.3. Déblais pollués	20

PORTER A CONNAISSANCE

MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE RELATIVE A LA L'AUTOMATISATION DES PETITS OUVRAGES DE GESTION HYDRAULIQUE DU LINEAIRE

4.5.7. Pollutions accidentelles	20
4.5.8. Protection des milieux aquatiques	21
4.5.9. Remise en état du site après chantier	22
5. CLASSEMENT ENVISAGE DU PROJET AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	23
5.1. Nomenclature des projets soumis à évaluation environnementale et a l'examen au cas par cas (r.122-2)	23
5.2. Nomenclature des projets soumis a la loi sur l'eau (r.214-1)....	26
5.3. Dossier d'évaluation des incidences natura 2000	29
B. DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL.....	30
6. ZONAGES RÉGLEMENTAIRES	31
6.1. Arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB).....	31
6.2. Réserves naturelles	31
6.3. Natura 2000	31
6.4. Parcs naturels régionaux (PNR)	32
6.5. Zonages d'inventaires.....	33
6.5.1. ZNIEFF	33
6.5.2. ZICO	35
6.5.3. Espace naturel sensible (ENS)	35
6.5.4. Inventaires de biodiversité et des corridors écologiques : Trames verte et bleue.....	35
6.5.5. Zones humides	35
6.6. Réglementation locale : SDAGE et SAGE	37
6.6.1. SDAGE Seine Normandie	37
6.6.2. SAGE du bassin versant de l'Armançon	39
6.6.3. PGRI 2022-2027	39
6.6.4. PPRi de l'Armançon	40
6.6.5. Frayères	41
6.6.5.1. Arrêté préfectoral frayères de l'Yonne	41
6.6.5.2. Données SIG disponibles.....	44
7. SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	45

C. DESCRIPTION DES INCIDENCES PREVISIBLES ET DES MESURES	48
8. DESCRIPTION DES INCIDENCES PRÉVISIBLES ET DES MESURES PRÉVUES	49
8.1. Incidences et mesures E/R sur le milieu physique.....	49
8.1.1. Climat et vulnérabilité au changement climatique	49
8.1.2. Topographie.....	49
8.1.3. Bilan matériaux	49
8.1.4. Incidences sur l'écoulement des cours d'eau.....	49
8.1.4.1. Phase travaux.....	49
8.1.4.2. Phase exploitation.....	52
8.2. Incidences et mesures E/R sur la qualité des eaux	52
8.2.1. Phase travaux.....	52
8.2.2. Pollution mécanique - MES.....	52
8.2.3. Pollutions accidentelles	54
8.2.3.1. Phase exploitation.....	54
8.3. Incidences et mesures E/R sur le milieu naturel.....	54
8.3.1. Incidences et mesures sur les zones humides	54
8.3.2. Incidences sur les frayères	54
8.3.3. Incidences et mesures sur les périodes de reproduction des espèces faunistiques présentes sur le site d'étude	54
8.3.4. Evaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000	54
8.4. Synthèse des incidences et mesures sur l'environnement	55
8.6. Modalités de surveillance.....	58
ANNEXES	60
▪ Annexe 1: FOCUS DES SITES ET EMPRISE CHANTIER 5M	60
▪ ANNEXE 2: ZONAGES MILIEUX NATURELS.....	60
▪ ANNEXE 3: TRAMES VERTES ET BLEUES – CORRIDORS ECOLOGIQUES.....	60
▪ ANNEXE 4: DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES ZONES HUMIDES	60
▪ ANNEXE 5: HYDROLOGIE ET FRAYERES	60
▪ ANNEXE 6: PLANNING	60
▪ ANNEXE 7 : DOSSIER DE PLANS.....	60

1. PREAMBULE

Le présent document constitue le dossier de porter à connaissance relatif aux travaux de modernisation de la section du canal de Bourgogne n°3.



A. PRESENTATION DU PROJET

2. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

2.1. CONTACT

L'adresse du demandeur est la suivante : VOIES NAVIGABLES DE France, 1 chemin Jacques de Baerze – CS 36229

2.2. SIRET

Le numéro SIRET est : 13001779101412

3. PRESENTATION DU PROJET

3.1. CONTEXTE ET OBJECTIFS

VNF a entrepris de moderniser son patrimoine pour améliorer la fiabilité, la performance des ouvrages ainsi que la sécurité et les conditions de travail du personnel d'exploitation.

Cette modernisation passe notamment par la modernisation des ouvrages de Gestion Hydraulique (GH).

Le présent projet a pour objet de conduire les missions de maîtrise d'œuvre relatives aux opérations de modernisation de 27 ouvrages de gestion hydraulique sur le canal dit « Bourgogne 3 ».

Le canal de Bourgogne permet de relier la petite Saône (Saint-Jean de Losne, 21) à l'Yonne (Migennes, 89). D'une longueur de 240 km, et accueillant 189 écluses, il comprend un bief de partage situé à Pouilly-en-Auxois (21). Celui-ci délimite les deux versants du canal : le versant Yonne (Y) et le versant Saône (S).

Le canal est alimenté par 6 barrages réservoirs et des dizaines de prises d'eau principalement dans l'Ouche et l'Armançon. En cas de crue, des ouvrages de décharges permettent également d'évacuer le « trop plein ».

3.2. EMPLACEMENT DE L'OPERATION

L'itinéraire dit « Bourgogne 3 » est situé uniquement sur le versant Yonne. Il correspond au linéaire du canal de Bourgogne, situé entre l'écluse n°114-115 Y à Laroche-Migennes (89) et l'écluse n° 54 Y de Venarey-Lès-Laumes (21).

L'itinéraire a une longueur de 116,4 km et comporte 60 écluses, qui sont pour la majorité manœuvrées manuellement. Un programme de modernisation de ces écluses pour les besoins de la gestion hydraulique est en cours de développement. L'itinéraire comporte également des ouvrages de gestion hydraulique (prises d'eau, déchargeoirs, déversoirs, portes de garde, siphons, etc.), **dont 27 ont vocation à être modernisés (instrumentation et automatisation) dans le cadre de cette opération.**

Ces 27 ouvrages sont localisés sur deux départements : l'Yonne (89) et la Côte-d'Or (21), leur localisation générale est visible sur la figure ci-après (1 :250 000) et sur l'annexe 1 (1 :800).

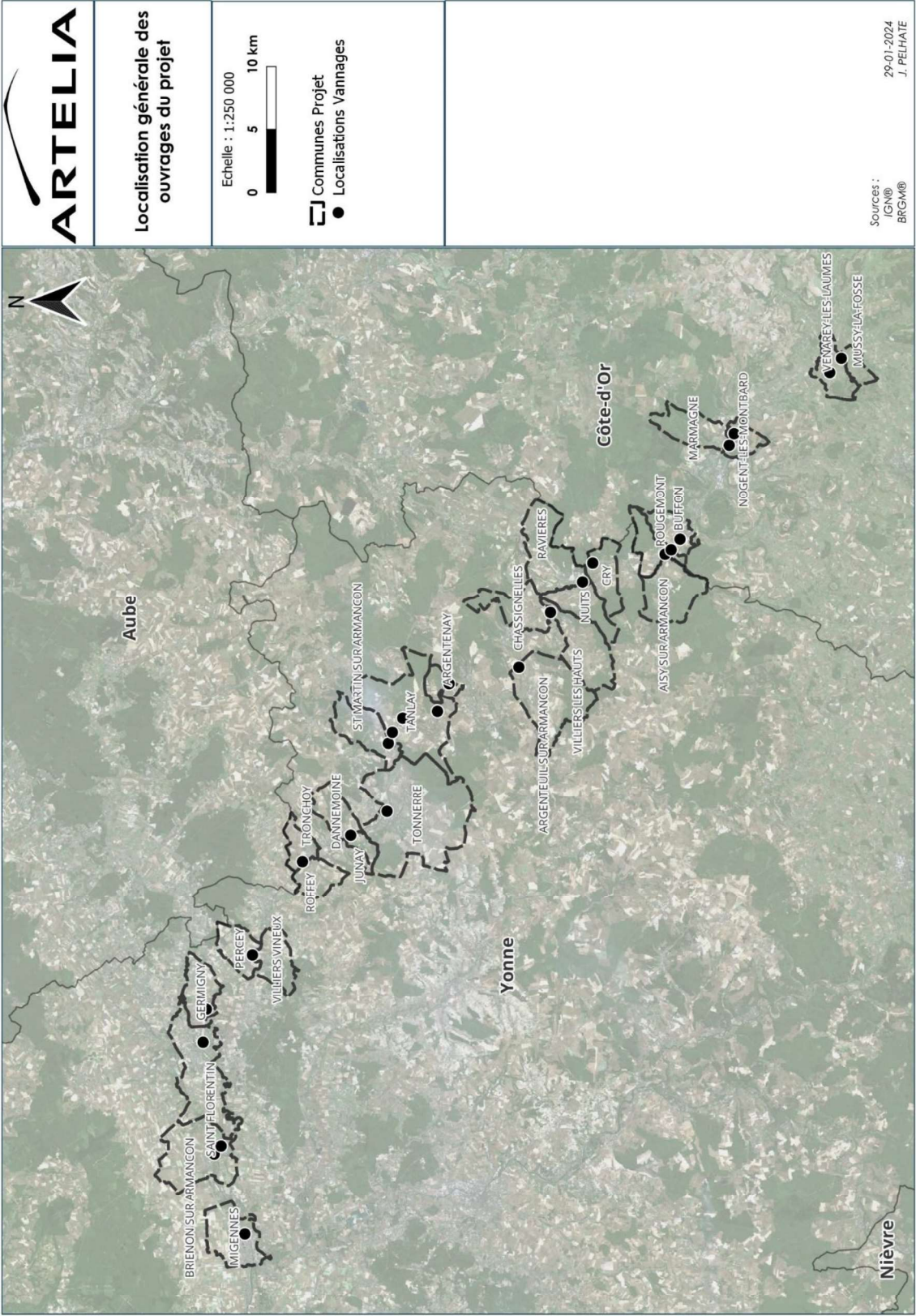


Figure 1 : Localisation générale des ouvrages du projet

3.3. PRESENTATION DES OUVRAGES

Les ouvrages de gestion hydraulique concernés par la mission sont listés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Liste des ouvrages de gestion hydraulique à automatiser (source : DCE)

Numéro BDO	Nom de l'ouvrage	Commune	Bief	PK ouvrage	Latitude	Longitude	Rive
45550	Prise d'eau de Venarey	VENAREY-LES-LAUMES	56Y	115,89	47.53204	4.45644	RD
4068	Déchargeoir de Venarey	VENAREY-LES-LAUMES	56Y	115,185	47.54086	4.438994	RD
45557	Prise d'eau du chateau de Nogent	NOGENT-LES-MONTBARD	63Y	105,535	47.60993	4.376117	RG
4073	Déchargeoir de Nogent	NOGENT-LES-MONTBARD	64Y	104,537	47.61357	4.363973	RD
4072	Déchargeoir des Forges de Buffon	BUFFON	69Y	95,74	47.64989	4.26519	RG
45577	Déversoir de Rougemont	ROUGEMONT	70Y	94,54	47.65632	4.254213	RG
43154	Prise d'eau de Rougemont	ROUGEMONT	71Y	93,907	47.66071	4.249631	RG
43146	Prise d'eau d'Arlot	CRY	74Y		47.71251	4.241641	RD
43147	Arrivée d'eau d'Arlot	CRY	74Y		47.71284	4.241325	RD
4061	Déchargeoir d'Arlot	CRY	74Y	86,508	47.71172	4.24125	RG
4070	Déchargeoir de Nuits	RAVIERES	75Y	84,081	47.71997	4.22195	RG
4062	Déchargeoir de Gallot	CHASSIGNELLES	78Y	78,31	47.74331	4.189579	RG
43137	Prise d'eau d'Ancy-le-Franc	ANCY-LE-FRANC	80Y	74,264	47.76745	4.167785	RG?
4082	Déchargeoir de la Rapille	ANCY-LE-FRANC	81Y	71,535	47.76641	4.132659	RG
43129	Prise d'eau d'Argentenay	ARGENTENAY	88Y	69,491	47.81648	4.116369	RD
4066	Déchargeoir de Saint-Vinnemer	ARGENTENAY	88Y	56,86	47.82503	4.086375	RG
43126	Prise d'eau de Tanlay	TANLAY	91Y	52,69	47.84994	4.079623	RD
4059	Déchargeoir de Commissey	TANLAY	91Y	51,264	47.85742	4.065054	RG
43049	Prise d'eau de Tonnerre	TONNERRE	95Y	44,555	47.86202	3.981194	RG
4060	Déchargeoir de Dannemoine	DANNEMOINE	97Y	41,048	47.88819	3.956499	RG
4058	Déchargeoir de Tronchoy	Tronchoy	99Y	36,642	47.92291	3.929178	RG
4069	Déchargeoir de Percey	PERCEY	103Y	27,981	47.95942	3.830596	RG
43041	Prise d'eau de Germigny	GERMIGNY	105Y	21,701	47.99268	3.772777	RG
4065	Déchargeoir de Saint-Florentin	GERMIGNY	108Y	19,314	47.99527	3.73808	RG
4067	Déchargeoir du Boutoir	BRIENON-SUR-ARMANCON	110Y	10,369	47.98303	3.627541	RD
43036	Arrivée d'eau de Brignault	BRIENON-SUR-ARMANCON	112Y	9,515	47.988	3.619122	RD
4063	Déchargeoir de Preblin	Migennes	113Y	2,48	47.966	3.533748	RG

4. DESCRIPTION DES TRAVAUX ET DU PHASAGE

L'opération consiste à installer l'ensemble des équipements qui permettront des manœuvres autonomes des ouvrages en fonction d'une mesure locale. Les travaux nécessaires à l'acheminement du réseau électrique et de raccordement au réseau VNF sur chaque site sont inclus dans la présente opération.

4.1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

4.1.1. Mécanisation

L'automatisation des ouvrages hydrauliques nécessite en premier lieu la mécanisation des ouvrages essentiellement manuels à ce jour. La mécanisation consiste à installer :

- Les organes de manœuvres (électrique ou hydraulique) et les capteurs associés (fin de course, ...) si nécessaire ;
- L'armoire électrique aux normes en vigueur incluant des boutons de manœuvre en façade ;
- Les liaisons électriques et réseau entre les éléments ci-dessus ;
- La liaison électrique entre l'armoire de commande et le point de livraison ENEDIS ;
- La liaison réseau entre l'armoire électrique et le point de raccordement au réseau VNF (fibre propriétaire, à défaut routeur 4G).

4.1.2. Automatisation

L'automatisation consiste à installer :

- Les sondes de niveau (capteurs radar coté canal et rivière) ;
- L'armoire électrique aux normes en vigueur incluant un automate programmable industriel (API), une Interface Homme Machine (IHM) et des boutons de manœuvre en façade ;
- Les liaisons électriques et réseau entre les éléments ci-dessus ;
- La liaison électrique entre l'armoire de commande et le point de livraison ENEDIS ;
- La liaison réseau entre l'armoire électrique et le point de raccordement au réseau VNF (fibre propriétaire, routeur 4G).

Les sondes de mesures seront protégées de manière à ne pas transmettre une éventuelle surtension à l'automate. Les mesures servant de référence pour la manœuvre des ouvrages seront redondantes, si possible avec des technologies différentes. Il sera installé un API par ouvrage qui devra fonctionner même en cas de coupure du réseau informatique. En cas de coupure électrique, des alimentations secourues pourront être prévues sur certains ouvrages stratégiques.

L'automatisation des prises d'eau sera asservie sur la base du niveau du bief aval. Il faudra prendre la mesure du niveau à l'amont de la prise d'eau et l'arrêt des prélèvements en dessous d'un certain niveau. La mesure du débit prélevé sera également à reprendre.

L'automatisation des déchargeoirs sera asservie sur la base du niveau du bief dans lequel se trouve le déchargeoir.

Etant donné que l'automatisation des déchargeoirs se fait en avance de phase par rapport à la modernisation des vannes d'écluses, les consignes et les équipements doivent être adaptés pendant la phase transitoire. Dans l'objectif d'éviter des pertes d'eau en saison de navigation, la consigne donnée au déchargeoir d'un bief trop plein doit prendre en compte le niveau du bief aval.

- Tant que le niveau du bief aval est inférieur à une cote donnée, le trop plein du bief est évacué par manœuvre manuelle de la vante vers le bief aval (système d'alerte à prévoir).

- Une fois la cote atteinte, la consigne programmée dans l'automate du déchargeoir est d'évacuer l'eau.
- En étiage, il faudra prévoir la modification des consignes des automates pour que les déchargeoirs restent fermés et fonctionnent comme des déversoirs.

4.1.3. Rechargement localisé en enrochement de zones affouillées

Il est prévu le comblement de zones affouillées en pied aval des ouvrages. La vue suivante donne un aperçu d'un comblement d'affouillements en rive par enrochements :



Figure 2 : Exemple de comblement de zones affouillées par enrochements

Les travaux comprendront :

- La réalisation d'une purge des matériaux décompactés et l'envoi en centre de stockage des produits ;
- La fourniture et la mise en œuvre d'un petit enrochement : blocs anguleux D50 de 30 cm (P50 de 37 kg), étendue granulométrique des blocs comprise entre 21 cm à 43 cm, soit 12 à 110 kg (P50/3 à 3P50) ;
- Les enrochements composant le massif d'enrochement en pied de berge seront mis en œuvre à la pelle ou au grappin sur une fouille préalablement préparée et sur un support de géotextile non tissé (600 gr/m²). Ils seront soigneusement choisis, appareillés, calés et réglés suivant les profils-types définis, afin d'éviter un glissement ou une déformation de ces ouvrages et de façon à réduire l'espace entre chaque bloc.

Au total, les pieds aval des berges de 10 ouvrages côté cours d'eau seront rechargées sur 31 mètres linéaires. La liste précise des linéaires rechargés est visible ci-dessous. **Les plans permettant de localiser ces rechargements sont consultables en annexe 7.** La majeure partie du temps, il s'agit d'anciens perrés très dégradés aux abords immédiats des ouvrages qui seront restaurés, afin de freiner les érosions actuelles.

Tableau 2 : Liste des ouvrages ou les pieds aval de berges seront rechargées

Numéro BDO	Nom de l'ouvrage	Commune	Bief	PK ouvrage	Latitude	Longitude	Rive	Enrochements en pied de berges (ml)
45577	Déversoir de Rougemont	ROUGEMONT	70Y	94,54	47.65632	4.254213	RG	5
4062	Déchargeoir de Gallot	CHASSIGNELLES	78Y	78,31	47.74331	4.189579	RG	3
4082	Déchargeoir de la Rapille	ARGENTEUIL SUR ARMANCON	81Y	71,535	47.76641	4.132659	RG	2
4066	Déchargeoir de Saint-Vinnemer	ARGENTENAY	88Y	56,86	47.82503	4.086375	RG	2
4059	Déchargeoir de Commissey	TANLAY	91Y	51,264	47.85742	4.065054	RG	4
4060	Déchargeoir de Dannemoine	DANNEMOINE	97Y	41,048	47.88819	3.956499	RG	5
4058	Déchargeoir de Tronchoy	Tronchoy	99Y	36,642	47.92291	3.929178	RG	3
4069	Déchargeoir de Percey	PERCEY	103Y	27,981	47.95942	3.830596	RG	2
4067	Déchargeoir du Boutoir	BRIENON-SUR-ARMANCON	110Y	10,369	47.98303	3.627541	RD	3
43036	Arrivée d'eau de Brignault	BRIENON-SUR-ARMANCON	112Y	9,515	47.988	3.619122	RD	2



Figure 3 : Erosions de berges sur le déchargeoir Rougemont (à g.) et le déchargeoir Commissey (à d.) à recharger (source : ARTELIA,2024)



Figure 4 : Erosions de berges sur le déchargeoir Dannemoine : ancien perré à restaurer par recharges (source : ARTELIA,2024)

4.2. PLANNING ET PHASAGE

4.2.1. Hypothèses d'établissement du planning de réalisation de l'opération

A ce stade, les hypothèses et contraintes suivantes sont prises concernant la planification des travaux :

- Prises d'eau (PE) :
Les PE doivent être fonctionnelles au printemps (1er semestre de l'année) puisqu'elles sont très utilisées à cette période ;
Une programmation des travaux est à envisager plutôt à partir de juillet, jusqu'au début de l'hiver.
- Déchargeoirs (DE) :
Une programmation est à envisager entre juillet et novembre – ces ouvrages sont très fortement sollicités à compter de novembre, notamment en cas de crue.
- Ordonnancement des travaux : traiter la prise d'eau et le déchargeoir situés dans le même bief ou dans 2 biefs successifs en même temps ;
- Notification du Marché de travaux septembre 2025 ;
- Achèvement des travaux au dernier trimestre 2026 ;
- Périodes de travaux n'impactant pas la navigation : envisageables toute l'année mais la période de chômage d'octobre à fin mars sera privilégiée. La fermeture de la navigation a lieu de fin octobre à fin mars : période qui peut être utilisée pour la réalisation des travaux nécessitant un abaissement du canal ;
- Le temps de chantier relatif à un ouvrage de gestion hydraulique (prise d'eau ou déchargeoir) sera de 2 semaines en moyenne pour l'atteinte de la fiche cible ;
- Les tâches règlementaires ont été amorcées dès l'AVP précédent. Les délais d'instruction réglementaire seront fixés à l'issue des échanges avec les services de l'état prévus calés prochainement. A titre provisoire, ils sont indiqués à 3 mois (ce délai sera affiné à l'issue des échanges avec les services de l'Etat).

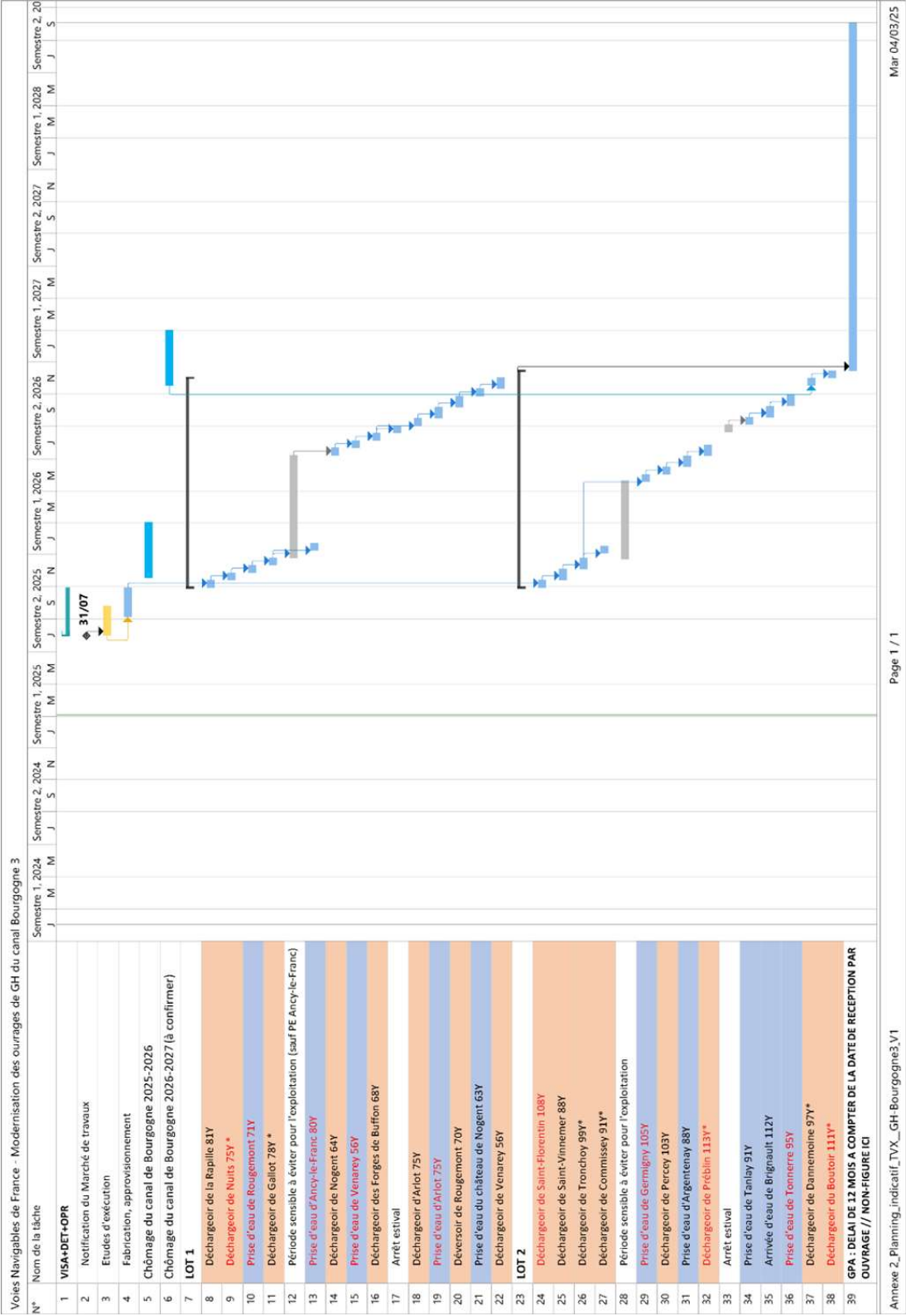
A ce stade, les dates de chômage du canal année par année ne sont pas connues sur la période 2026-2027. Le cas échéant et en fonction des priorités fixées par VNF, un ajustement du planning proposé ici sera fait.

Le planning a été établi avec pour objectif de condenser les travaux sur une période d'un an environ.

4.2.2. Planning de réalisation des travaux

Le planning des travaux est joint en Annexe 6. La prise en compte des hypothèses décrites précédemment permet d'aboutir au planning concaténé suivant (détail en Annexe 6) :

Les ouvrages en bleu sont les prises d'eau, les ouvrages en orange les déchargeoirs, les ouvrages en rouges sont ceux qui présentent des contraintes de phasage spécifiques (listées précédemment), les ouvrages avec une * sont ceux qui présentent des fuites et pour lesquels on pourrait envisager d'abaisser ou vidanger le bief pour les travaux.



Il vient les remarques suivantes :

- Cette décomposition impose une organisation rigoureuse des entreprises de travaux et la mise à disposition de moyens humains et matériels conséquents ;
- Les travaux seraient achevés à la fin 2026. L'année 2027 sera alors consacrée à la période de GPA.

4.3. GESTION DES DEBLAIS-REMBLAIS

Le projet ne produira pas de déblais et n'impliquera pas de réaliser des remblais.

Des zones d'érosion ont été constatées sur certains des ouvrages, le projet prévoit de redonner aux pieds de berge leur profil initial.

4.4. GESTION DES EAUX

Les opérations de pompage viseront à maintenir à sec les zones batardées, le pompage se fera de l'enceinte batardée vers le canal directement au droit du batardeau. Ce pompage aura pour but au début des travaux de permettre l'accès au radier et aux parties d'ouvrages immergées en vue de leur rénovation et sera maintenu le temps des travaux (2 à 3 semaines par ouvrage maximum) afin de compenser le débit de fuite du batardeau et les infiltrations éventuelles liées à la vétusté des ouvrages.

Les eaux rejetées seront claires, en cas de turbidité, l'entreprise devra installer un bac de décantation avant rejet.

Les pompes utilisées seront des pompes d'exhaure avec poire.

Dans le cadre des batardeaux principaux, l'enceinte batardée correspond à l'emprise de l'ouvrage avec radier, pour les déchargeoir, l'aval étant à sec en temps normal, seul le coté canal sera batardé. Ces travaux comprennent:

- Le contrôle par plongeur de l'état des fonds support ;
- Une fois les batardeaux correctement mis en place, et après avoir vérifié leurs étanchéités, installation de pompes afin de procéder à l'assèchement du sas ;
- Pendant la phase de pompage, une équipe de plongeurs assurera le colmatage des éventuelles fuites. Les pompes seront installées sur un système de flotteurs ou descendues progressivement pour limiter les MES ;
- Le refoulement des eaux se fera vers le canal. Un barrage flottant ainsi qu'un système de décantation seront installés afin de limiter la turbidité de l'eau au niveau de la zone de rejet ;
- Les pompes seront alimentées par un groupe électrogène de capacité suffisante.
- Le rejet du pompage aura lieu dans le canal ;
- Une capacité de pompage sera maintenue pour pomper les éventuelles fuites ;
- Une fois l'assèchement réalisé, des accès au chantier seront installés afin de permettre au personnel de descendre dans l'ouvrage.

Les équipements additionnels nécessaires aux opérations de batardage :

- Deux électropompes par ouvrage mis à sec de faible capacité pour reprendre les éventuelles fuites (les pompes d'épuisement nécessaires à la mise à sec des passes ne sont pas prévues fournies au titre du présent marché car envisagées louées sur de courtes périodes) ;

- Les tuyaux souples de refoulement et autres accessoires nécessaires à l'évacuation des eaux.

4.5. MESURES ENVIRONNEMENTALES EN PHASE CHANTIER

4.5.1. Adaptation des emprises des travaux

Les emprises des zones du chantier comprennent uniquement les cheminements bitumés et/ou en graves en crête de berges et au droit des ouvrages à restaurer/aménager. Une roulotte de chantier itinérante et des barrières HERAS seront déployés à proximité immédiate des ouvrages.

4.5.2. Circulation et accès

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Une signalisation appropriée et une clôture sont mises en place par l'entreprise de travaux afin d'interdire les zones de travaux aux personnes extérieures. Le balisage des zones sensibles sera adapté en fonction du type et du niveau d'enjeu associés. Les véhicules et engins devront obligatoirement et uniquement emprunter les emplacements réservés au chantier, dans le respect des plans de cheminement mis en place au préalable.

4.5.3. Suivi de chantier

L'entreprise des travaux établira un cahier de suivi de chantier renseigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux qui contiendra :

- Un planning du chantier permettant de retracer le déroulement des travaux ;
- La localisation des travaux et des diverses installations de chantier ;
- Les incidents survenus, leurs conséquences et les mesures correctives mises en place ;
- Le registre de suivi des déchets et matériaux entrants ;
- Le registre de suivi des déchets sortants ;
- La gestion des déchets (les CAP, Les BSDD, le registre de suivi) ;
- Les moyens techniques mis en œuvre pour limiter les risques de pollution chronique ou accidentelle.

4.5.4. Gestion des matériaux à extraire

La caractérisation préalable des matériaux à extraire sera réalisée en application du guide national de gestion des sites et sols pollués et du guide de caractérisation des terres excavées issues de sites et sols pollués (BRGM/RP-62856-FR).

Si la procédure de levée de doute conclut à un sol potentiellement pollué, les matériaux extraits seront évacués, après potentiel traitement sur place, vers le lieu de leur élimination ou traitement en installation classée pour la protection de l'environnement. Si la procédure de levée de doute a permis de confirmer que les sols ne sont pas potentiellement pollués, les terres excavées de ces sols seront réputées non dangereuses inertes.

4.5.5. Gestion des déchets sortants

L'entreprise travaux prendra toutes les dispositions nécessaires lors de la phase travaux pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et conformément aux principes de hiérarchie des modes de traitement des déchets prévus à l'article L.541-1 du code de l'environnement.

Les déchets produits en phase chantier (bitumes, gravats, déchets industriels banals, etc.) seront triés, évacués, recyclés ou traités par une ou plusieurs sociétés agréées et selon la réglementation en vigueur.

L'entreprise de travaux tiendra un registre concernant l'évacuation des déchets. Ce fichier mentionnera l'ensemble des données prévues par les dispositions de l'article R 541-43 du code de l'environnement : la date de l'opération, la nature et la quantité du déchet, le code du déchet et le numéro du bordereau. Les certificats d'acceptation préalable pour les déchets dangereux ou les fiches d'identification pour les autres déchets, les attestations de validité des transporteurs seront à tenir à disposition du service police de l'eau.

Le brûlage des déchets à l'air libre sera interdit.

4.5.6. Stockage des déblais et matériel de chantier

Il n'est pas prévu de stockage de déblai sur site, les matériaux seront directement évacués vers un site de traitement.

Concernant le matériel nécessaire au chantier, celui-ci sera stocké sur le cheminement carrossable en crête de berges. Ce stockage sera temporaire, sécurisé (ancrage, dispositifs de rétention, etc.) et retiré rapidement en cas d'alerte de crue.

Les modes de gestion des différents types de déblais seront les suivants :

4.5.6.1. Déblais inertes :

Les déblais inertes répondent aux critères des annexes I et II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Une végétalisation ou un maintien d'une humidité superficielle des stocks temporaires ou tout autre moyen équivalent sera mis en place de manière à limiter les envols de poussières.

La durée des stockages temporaires de déblais inertes ne pourra pas dépasser 6 mois.

4.5.6.2. Déblais non inertes

Les déblais non inertes non pollués seront inertés dans les meilleurs délais afin de répondre aux critères des annexes I et II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

4.5.6.3. Déblais pollués

Les stockages ponctuels de terres polluées, le temps de mettre en œuvre des traitements adaptés seront autorisés sous réserve de la mise en œuvre d'espaces dédiés adaptés à la réception de ces dernières (imperméabilisation, traitement, couverture...). La durée de ces stockages ponctuels ne pourra pas dépasser un 1 mois.

4.5.7. Pollutions accidentelles

Pendant toute la durée du chantier, des équipements destinés à lutter contre les pollutions accidentelles de toutes origines seront maintenus disponibles en permanence sur chaque site :

- Utilisation de barrages flottants en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures. Les barrages flottants sont complétés par un moyen de pompage et de stockage de la pollution en surface (camion-citerne, etc.) ;

- Mise à disposition d'absorbants pour récupérer les petits écoulements sur le sol. Ils sont éliminés après leur utilisation vers les filières adaptées.

En cas d'incident lors des travaux susceptibles de provoquer une pollution accidentelle, l'entreprise de travaux prendra toutes les dispositions nécessaires (pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux) afin de limiter les effets sur le milieu et d'éviter que l'incident ne se reproduise.

Des systèmes absorbants et de confinement seront installés au plus près de la zone de contamination de manière à contenir la progression de la pollution et limiter les incidences sur le milieu naturel.

L'entreprise de travaux devra s'assurer que la manipulation des substances polluantes sera effectuée par du personnel informé sur les produits utilisés et les risques associés.

Tout déversement accidentel au milieu naturel fera l'objet d'une fiche incident transmise sous 24 heures au service de police de l'eau par l'entreprise travaux responsable de l'incident. Il informera également dans les meilleurs délais le gestionnaire du domaine public fluvial et les producteurs d'eau potable à l'aval.

4.5.8. Protection des milieux aquatiques

- L'entreprise travaux se conformera aux préconisations du guide de l'Office français pour la biodiversité, relatives à la protection des milieux aquatiques en phase chantier.
- Le rejet ou déversement au milieu naturel de produits polluants ou d'effluents non traités sera strictement interdit, tout comme la remise massive en suspension de particules dans les milieux aquatiques (voir partie 8.2.2. .
- Les eaux usées générées par les installations de chantier seront envoyées directement au réseau de collecte des eaux usées passant à proximité ou, en cas d'impossibilité technique, seront dirigées vers une cuve étanche de récupération des eaux usées qui sera vidangée périodiquement par une entreprise agréée.
- Les produits consommables nécessaires au chantier (huiles, hydrocarbures, etc.) seront stockés dans des conditions maximales de sécurité (les zones de stockage seront rendues étanches et confinées : plate-forme étanche avec rebord ou container permettant de recueillir la totalité des effluents susceptibles d'être déversés lors d'un incident).
- Des bacs de rétention seront mis en place dans les zones de stockage de ces produits ainsi que dans les zones d'entretien des véhicules de manutention de chantier par voie terrestre.
- Les opérations de remplissage des réservoirs des engins motorisés seront sécurisées (pistolets à arrêt automatique, contrôle de l'état des flexibles). Une maintenance préventive du matériel (étanchéité des réservoirs et des circuits de carburants, lubrifiants et fluides hydrauliques) sera assurée.
- Les engins fixes (groupe électrogène, compresseur, etc.) qui ne pourraient être installés qu'à proximité du cours d'eau seront installés dans une cuvette de rétention.
- Les vidanges, nettoyages, entretiens et ravitaillements des engins, s'ils sont réalisés sur site, seront impérativement réalisés sur des emplacements aménagés à cet effet : plates-formes étanches avec recueil des eaux. Les eaux usées et les eaux de ruissellement provenant de ces aires devront être évacuées vers les réseaux existants ou être gérées par des systèmes autonomes. Ces effluents ne seront en aucun cas déversés dans le milieu naturel. En cas de fuite de fuel ou d'huile, les matériaux souillés seront évacués vers des installations de traitement des déchets dûment autorisés.
- La nature des matériaux extérieurs utilisés dans le cadre des travaux et leurs conditions d'emploi ne devront pas être à l'origine de contamination du milieu. Les apports de matériaux seront accompagnés d'un

bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés.

- Aucun stockage de produits polluants ne se fera à proximité des milieux aquatiques.
- Le stockage de terre végétale ou de déblais susceptibles d'être entraînés dans le cours d'eau lors d'épisodes pluvieux sera interdit à moins de 50 mètres des rives. A défaut, ces aires de stockage seront équipées de dispositifs empêchant la dispersion des terres.
- Les dispositions suivantes seront prises pour éviter tout risque de pollution des eaux superficielles :
- Les bords de la plate-forme des barges seront munis de dispositifs anti-déversement d'une hauteur suffisante afin d'éviter toute chute d'engins ou de matériaux,
- La plate-forme sera imperméabilisée,
- Pour éviter le ruissellement sur la plate-forme des barges, tout stockage de matériaux susceptible d'être entraîné dans le cours d'eau lors d'épisodes pluvieux sera rehaussé et couvert d'une bâche étanche. A défaut, les eaux pluviales seront collectées et acheminées vers un système provisoire de stockage et de traitement,
- En cas de chute accidentelle de déchets flottants, y compris lors des opérations de changement/déchargement, une collecte sera organisée par l'entreprise de travaux.

4.5.9. Remise en état du site après chantier

Après la réalisation des travaux, une remise en état du site devra être mise en œuvre. En fin de chantier, l'effacement total des traces de chantier avec nettoyage et par la mise en décharge des déchets produits ou déjà présents avant l'opération seront effectués.

5. CLASSEMENT ENVISAGE DU PROJET AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

5.1. NOMENCLATURE DES PROJETS SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET A L'EXAMEN AU CAS PAR CAS (R.122-2)

L'évaluation environnementale vise à faire intégrer par le maître d'ouvrage les préoccupations environnementales et de santé dans l'élaboration du projet, ainsi qu'à chaque étape importante du processus de décision publique et d'en rendre compte vis-à-vis du public notamment lors de l'enquête publique. La démarche d'évaluation environnementale traduit également les principes de précaution et de prévention : les décisions autorisant les projets doivent être justifiées, notamment quant au risque d'effets négatifs notables sur l'environnement et la santé, ces derniers devant être évités, réduits ou compensés.

La nomenclature de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement permet d'identifier si le projet, au vu des travaux ou activités prévus, est soumis directement à une évaluation environnementale ou à un examen au cas par cas.

Dans le cas où le projet n'atteindrait pas les seuils de la nomenclature, le projet ne serait alors soumis à aucune de ces procédures. Toutefois, la mise en place de la clause filet (mars 2022) permet à ce type de projet d'être soumis à examen au « cas par cas » par demande de l'autorité compétente ou à l'initiative du porteur de projet.

Tableau 3 : Rubrique de l'article R. 122-2 du code de l'environnement concernées par le projet

CATEGORIES DE PROJETS	PROJETS SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	PROJETS SOUMIS AU CAS PAR CAS	MODERNISATION DE LA SECTION ITINERAIRE BOURGOGNE 3
9. Infrastructures portuaires, maritimes et fluviales	<p>a) Voies navigables et ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes</p> <p>b) Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports (à l'exclusion des quais pour transbordeurs) accessibles aux bateaux de plus de 1 350 tonnes</p> <p>c) Ports de plaisance d'une capacité d'accueil supérieure ou égale à 250 emplacements</p>	<p>a) Construction de voies navigables non mentionnées à la colonne précédente</p> <p>b) Construction de ports et d'installations portuaires, y compris de ports de pêche (projets non mentionnés à la colonne précédente)</p> <p>c) Ports de plaisance d'une capacité d'accueil inférieure à 250 emplacements</p> <p>d) Zones de mouillages et d'équipements légers</p>	<p>Non concerné : Le projet de travaux consiste en une modernisation d'éléments de vannages et non en une construction nouvelle</p>

CATEGORIES DE PROJETS	PROJETS SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	PROJETS SOUMIS AU CAS PAR CAS	MODERNISATION DE LA SECTION ITINERAIRE BOURGOGNE 3
10. Canalisation et régularisation des cours d'eau	-	<p>Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu sous les conditions de respecter les critères et seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ; - consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m - installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m² de frayères - Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m 	<p>Non concerné</p> <p>Au total, les pieds aval des berges de 10 ouvrages côté cours d'eau seront rechargées sur 31 mètres linéaires. Cependant, il s'agit dans la majeure partie du temps, d'anciens perrés très dégradés aux abords immédiats des ouvrages qui seront restaurés, afin de freiner les érosions actuelles.</p> <hr/> <p>Trois prises d'eau localisées sur des cours d'eau mentionnés dans l'arrêté frayère de l'Yonne sont concernées par une mise à sec. Les surfaces concernées sont extrêmement réduites (5-6m²) et concerne le radier béton des ouvrages, ou ne peuvent se développer les herbiers aquatiques caractéristiques du contexte eso-cyprincole du secteur d'étude.</p>

CATEGORIES DE PROJETS	PROJETS SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	PROJETS SOUMIS AU CAS PAR CAS	MODERNISATION DE LA SECTION ITINERAIRE BOURGOGNE 3
25. Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial	Extraction de minéraux par dragage marin	<p>a) Dragage [...] en milieu marin [...]</p> <p>b) Entretien d'un cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien mentionné à l'article L. 215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 2 000 m³ ; - inférieure ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1. 	<p><u>Non concerné :</u></p> <p>Absence d'extraction de sédiments</p>

Au vu des spécificités du projet, celui-ci n'est pas soumis à examen au cas par cas.

5.2. NOMENCLATURE DES PROJETS SOUMIS A LA LOI SUR L'EAU (R.214-1)

Les rubriques de la nomenclature au titre des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement susceptibles d'être concernées par le projet sont précisées dans le tableau suivant. En fonction de données complémentaires, ces rubriques et les régimes correspondants seront à confirmer avec la Police de l'Eau.

Tableau 4 : Rubriques de la nomenclature IOTA potentiellement concernées par le projet

RUBRIQUE	SEUIL	MODERNISATION DE LA SECTION ITINERAIRE BOURGOGNE 3
1.2.1.0 : A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	<p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/ heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/ heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).</p>	<p>Déclaration ou Autorisation</p> <p>Concerne un seul ouvrage (prise d'eau d'Arlot) sur un tronçon catégorisé comme un cours d'eau (DDT 89) sur la commune de Cry, au droit du chemin du moulin neuf (mise à sec des abords amont/aval de la prise d'eau).</p> <p>Débit complexe à estimer, pompage adapté aux fuites.</p>
2.2.1.0 : Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :	<p>A : Supérieure ou égale à 10 000 m³/j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau</p> <p>D : Supérieure à 2 000 m³/j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m³/j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau</p>	<p>Déclaration ou Autorisation</p> <p>Les rejets concernent uniquement le canal sauf à un seul endroit, sur l'ouvrage de la prise d'eau d'Arlot sur un tronçon catégorisé comme un cours d'eau (DDT 89) sur la commune de Cry, au droit du chemin du moulin neuf. La mise à sec des abords amont/aval de la prise d'eau entraîne de fait un rejet à l'aval de ce cours d'eau.</p>
2.2.3.0 : Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 :	<p>Le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant :</p> <p>D : supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent</p>	<p>En fonction de données complémentaires</p>

RUBRIQUE	SEUIL	MODERNISATION DE LA SECTION ITINERAIRE BOURGOGNE 3
3.1.1.0 : Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :	<p>1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A)</p> <p>2° Un obstacle à la continuité écologique :</p> <p>A : Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation</p> <p>D : Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation</p>	Non concerné
3.1.4.0. Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :	<p>1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;</p> <p>2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).</p>	Déclaration Au total, les pieds aval des berges de 10 ouvrages côté cours d'eau seront rechargées sur 31 mètres linéaires. Cependant, il s'agit dans la majeure partie du temps, d'anciens perrés très dégradés aux abords immédiats des ouvrages qui seront restaurés, afin de freiner les érosions actuelles.
3.1.5.0 : Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ", ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet " :	<p>A : Destruction de plus de 200 m² de frayères</p> <p>D : Dans les autres cas</p>	Non concerné Trois prises d'eau localisées sur des cours d'eau mentionnés dans l'arrêté frayère de l'Yonne sont concernées par une mise à sec. Les surfaces concernées sont extrêmement réduites (5-6m ²) et concerne le radier béton des ouvrages, ou ne peuvent se développer les herbiers aquatiques caractéristiques du contexte esocypriicole du secteur d'étude.

RUBRIQUE	SEUIL	MODERNISATION DE LA SECTION ITINERAIRE BOURGOGNE 3
<p>3.2.2.0 : Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :</p> <p><i>Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.</i></p>	<p>A : Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m²</p> <p>D : Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m²</p>	<p><u>Non concerné</u></p> <p>Les zones de stockage et d'installation de chantier sont très réduites (chemin de halage au droit des ouvrages à restaurer/instrumenter)</p>
<p>3.3.1.0 : Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :</p>	<p>A : Supérieure ou égale à 1 ha</p> <p>D : Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha</p>	<p><u>Non concerné</u></p> <p>Les emprises travaux concernent uniquement les cheminements bitumés et/ou en graves en crête de berges (milieu déjà anthropisés). Les zones humides potentielles représentées par les espaces naturels autour des ouvrages de la DREAL Bourgogne ne seront pas impactée</p>

Le projet peut ainsi être soumis à une procédure au titre de la loi sur l'eau. Cependant, à partir du moment où les installations existantes sont déjà couvertes par un arrêté préfectoral, le présent projet est considéré comme une modification non substantielle, induisant l'obligation de porter à la connaissance du préfet la nature et l'incidence du projet (PAC).

Cette décision a été approuvée par la DDT de l'Yonne (échanges mails en date du 3 février 2025).

Le présent document constitue ce dossier porter à la connaissance (PAC)

5.3. DOSSIER D'EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

L'ouvrage n°58 « prise d'eau d'Arlot » est localisé à proximité immédiate de la zone NATURA 2000 « Eboulis calcaires de la vallée de l'Armançon » n°FR2601004 ».

Dans leur globalité, les travaux envisagés portent sur la pose de sondes et servomoteurs, le remplacement d'équipements existants (crics, vannes, ...), le nettoyage et la reprise de maçonnerie, ... Ces travaux ne modifient pas les installations existantes.

Ces travaux ne sont donc pas soumis à une note d'incidence Natura 2000 (décision DDT de l'Yonne, échanges mails du 3 février 2025).



B. DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL

Erreur ! Il n'y a pas de texte répondant à ce style dans ce document.
ERREUR ! UTILISEZ L'ONGLET ACCUEIL POUR APPLIQUER 1-NOM DU PROJET AU TEXTE QUE VOUS SOUHAITEZ FAIRE APPARAÎTRE ICI.

Erreur ! Utilisez l'onglet Accueil pour appliquer 7- Mois au texte que vous souhaitez faire apparaître ici.

6. ZONAGES REGLEMENTAIRES

La cartographie des zonages réglementaires à proximité du projet est fournie en annexe 2. Le détail de ces zonages est fourni ci-dessous.

6.1. ARRETES PREFECTORAUX DE PROTECTION DE BIOTOPE (APPB)

L'arrêté de protection de biotope a pour objectif la préservation des milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées par la loi. Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores, etc.).

Il peut arriver que le biotope soit constitué par un milieu artificiel (combles des églises, carrières), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée.

Cette réglementation vise donc le milieu de vie d'une espèce et non directement les espèces elles-mêmes.

Aucun APPB n'est situé dans ou à proximité du site d'étude. Le zonage le plus proche est l'arrêté de protection de biotope n° FR3800079 « Le Cul De La Nasse Et Les Grands Prés » situé sur la commune de VERGIGNY (89) à 3,2 km au sud-ouest de l'ouvrage n°11 « déchargeoir de Florentin »

6.2. RESERVES NATURELLES

Les réserves naturelles peuvent être nationales, régionales ou locales. Les réserves naturelles régionales sont créées par les régions afin de répondre à trois grandes missions :

- Protéger des milieux naturels, des espèces de faune et de flore remarquables, ou des sites géologiques d'intérêt particulier ;
- Gérer ces espaces et ces espèces ;
- Mener une action de sensibilisation et de pédagogie auprès du public.

Les réserves naturelles peuvent être gérées par différents acteurs : associations, collectivités locales ou établissements publics, mais toujours autour du respect de ces trois grandes missions. Elles permettent de protéger et de conserver les sites naturels, sans les sanctuariser. Des actions scientifiques y sont également menées, comme des suivis d'espèces et des restaurations de milieux naturels.

Aucune réserve naturelle régionale ou nationale ou leurs périmètres de protection ne sont situés à proximité du site d'étude.

6.3. NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins et vise à assurer la survie à long terme des espèces et habitats particulièrement menacés et à forts enjeux de conservation en Europe. Ce réseau possède deux principaux objectifs :

- La préservation de la diversité biologique et du patrimoine naturel ;

- La prise en compte des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités régionales. Les sites Natura 2000 sont présents partout en Europe et on compte en France 1766 sites.

Deux directives européennes sont représentées dans les sites Natura 2000 : la directive Oiseaux, relatives à la conservation des oiseaux sauvages, et la directive Habitats, relative à la conservation des habitats naturels et habitats d'espèces.

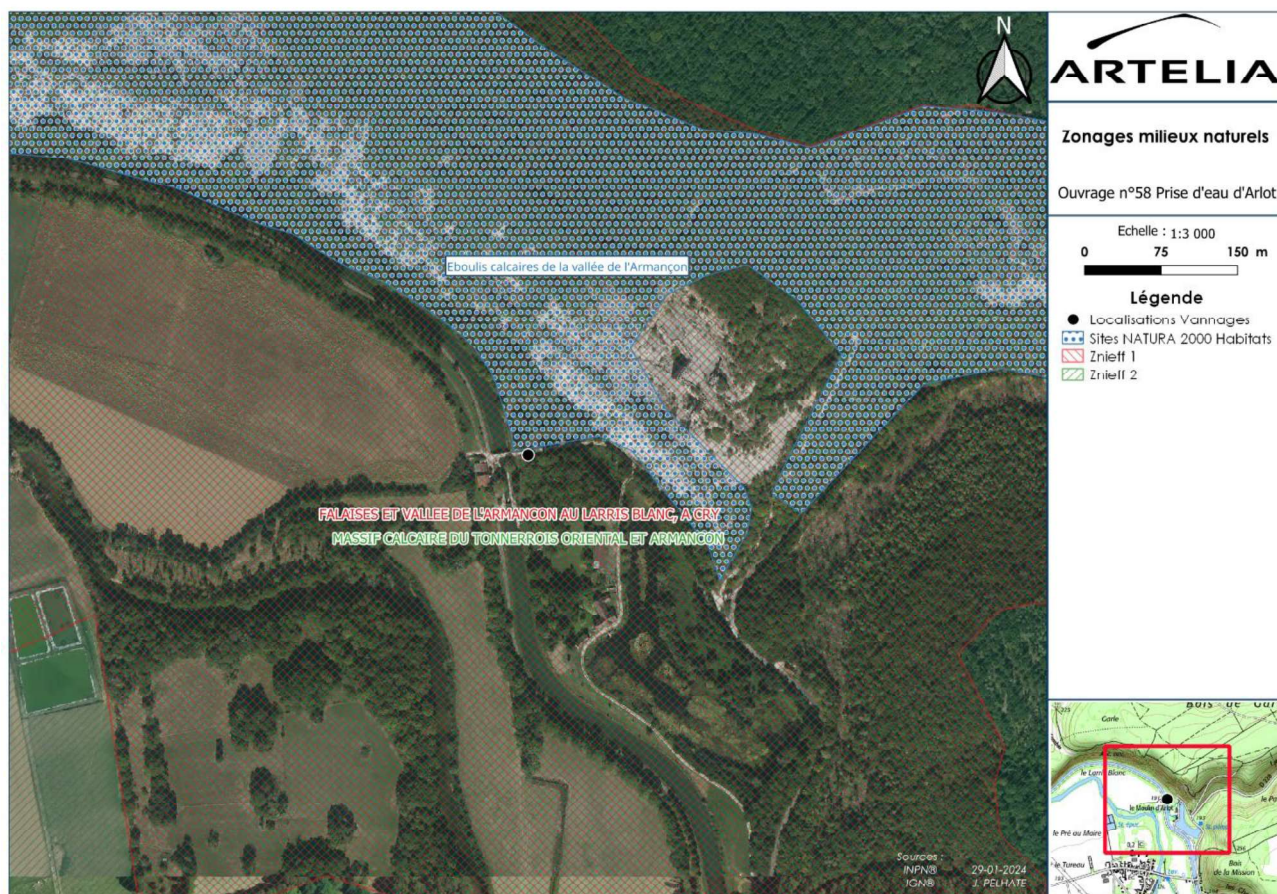


Figure 6 : Cartographie des différents zonages réglementaires à proximité de l'ouvrage « prise d'eau d'Arlot » – (ARTELIA/INPN)

L'ouvrage « prise d'eau d'Arlot » est situé à proximité immédiate de la zone N2000 « Eboulis calcaires de la vallée de l'Armançon » n°FR2601004 ».

6.4. PARCS NATURELS REGIONAUX (PNR)

Les Parcs Naturels Régionaux ont pour objectifs de protéger le patrimoine naturel et culturel remarquable d'espaces ruraux de qualité mais fragiles car ils sont menacés soit par la dévitalisation, soit par une trop forte pression urbaine ou touristique. Leur mission est d'assurer un développement économique et social harmonieux de leurs territoires en s'appuyant sur le respect de l'environnement.

Le secteur d'étude ne se situe pas en périmètre PNR.

6.5. ZONAGES D'INVENTAIRES

La cartographie des zonages d'inventaires à proximité du projet est fournie en annexe 2 et 3. Le détail est fourni ci-dessous.

6.5.1. ZNIEFF

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique sont des espaces naturels inventoriés en raison de leur caractère remarquable en France. Il existe deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de **type 1** : de superficie réduite, ce sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou habitat rare ou menacé, d'intérêt local, régional, national ou européen. Ils peuvent aussi être des espaces d'un grand intérêt fonctionnel pour le fonctionnement écologique local ;
- Les ZNIEFF de **type 2** : ce sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type 1 et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

La liste des ouvrages hydrauliques concernées par le projet et inclus ou à proximité immédiate par les zones ZNIEFF est visible ci-dessous :

Tableau 5 : Liste des ouvrages de gestion hydraulique situés en ZNIEFF

N° et Nom	Type	Type ZNIEFF	Nom ZNIEFF
45550 Prise d'eau 56V Venarey	Prise d'eau	ZNIEFF I	VALLEE DE LA BRENNE ENTRE MONTBARD ET VENAREY-LES-LAUMES
4068 Déchargeoir 56V Venarey	Déchargeoir	ZNIEFF I	VALLEE DE LA BRENNE ENTRE MONTBARD ET VENAREY-LES-LAUMES
45557 Prise d'eau 63V Château de Nogent	Prise d'eau	ZNIEFF I	VALLEE DE LA BRENNE ENTRE MONTBARD ET VENAREY-LES-LAUMES
4073 Déchargeoir 64V Nogent	Déchargeoir	ZNIEFF I	VALLEE DE LA BRENNE ENTRE MONTBARD ET VENAREY-LES-LAUMES
4072 Déchargeoir 068V Buffon	Déchargeoir	ZNIEFF I & ZNIEFF II	CONFLUENCE ARMANCON- BRENNE A BUFFON VALLEE ET COTEAUX DE L'ARMANCON ENTRE SAINT-THIBAUT ET BUFFON
45577 Déversoir 70V Rougemont	Déversoir	ZNIEFF I & ZNIEFF II	CONFLUENCE ARMANCON- BRENNE A BUFFON VALLEE ET COTEAUX DE L'ARMANCON ENTRE SAINT-THIBAUT ET BUFFON

Prise d'eau 70V Rougemont	Prise d'eau	ZNIEFF I & ZNIEFF II	CONFLUENCE ARMANCON-BRENNE A BUFFON VALLEE ET COTEAUX DE L'ARMANCON ENTRE SAINT-THIBAULT ET BUFFON
4070 Déchargeoir 75V Nuits	Déchargeoir	ZNIEFF I & ZNIEFF II	FALAISES ET VALLEE DE L'ARMANCON AU LARRIS BLANC, A CRY MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON
4062 Déchargeoir 78V Gallot	Déchargeoir	ZNIEFF II	MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON
4082 Déchargeoir 81V Rapille	Déchargeoir	ZNIEFF II	MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON
43129 Prise d'eau 88V d'Argentenay	Prise d'eau	ZNIEFF I & ZNIEFF II	COTEAUX D'ARGENTENAY ET D'ANCY-LE-LIBRE MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON
4066 Déchargeoir 88V Saint-Vinnemer	Déchargeoir	ZNIEFF II	MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON
43126 Prise d'eau 91V Tanlay	Prise d'eau	ZNIEFF I & ZNIEFF II	MARAI DE BAON, VAU D'ARVAU ET ALLEE DE TANLAY MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON
4059 Déchargeoir 91V Commissey	Déchargeoir	ZNIEFF II	MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON
4060 Déchargeoir 97V Dannemoine	Déchargeoir	ZNIEFF I & ZNIEFF II	VALLEE DE L'ARMANCON ET BRAS MORTS DE TONNERRE MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON
Prise d'eau d'Ancy-le-Franc	Prise d'eau	ZNIEFF II	MASSIF CALCAIRE DU TONNERROIS ORIENTAL ET ARMANCON

6.5.2. ZICO

La France a des obligations internationales à respecter, notamment celles de la directive n°79-409 du 6 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages, dite « Directive Oiseaux ». Elle est applicable à tous les Etats membres de l'Union Européenne depuis 1981 qui doivent prendre « toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisante d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen », y compris pour les espèces migratrices non occasionnelles.

Pour pouvoir identifier plus aisément les territoires stratégiques pour l'application de cette directive, l'Etat français a fait réaliser un inventaire des « Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux » (ZICO), appelées parfois « Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux ». Il s'agit de sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne.

Le secteur d'étude ne se situe pas en périmètre ZICO ou à proximité.

6.5.3. Espace naturel sensible (ENS)

Le Code de l'Urbanisme précise, article L. 113-8 : « Le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non, destinée à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L. 101-2 ».

Le département dispose pour cela d'un droit de préemption (qu'il exerce en concertation avec les communes, ou qu'il peut céder aux communes) et de la possibilité d'instituer une taxe départementale des espaces naturels sensibles. Cette taxe doit être affectée à l'acquisition par le département de tels espaces ou à la participation à cette acquisition par une autre collectivité ou un organisme public, ou à l'aménagement et l'entretien de ces espaces.

Le secteur d'étude ne se situe pas en périmètre ENS ou à proximité.

6.5.4. Inventaires de biodiversité et des corridors écologiques : Trames verte et bleue

La Trame verte et bleue est une politique publique initiée en 2007 et introduite dans le code de l'Environnement en 2009 afin de réduire la fragmentation des habitats naturels et semi-naturels et de mieux prendre en compte la biodiversité dans l'aménagement du territoire. Son objectif est de préserver et restaurer un réseau écologique en France, constitué de réservoirs de biodiversité et corridors.

Les réservoirs de biodiversité constituent les espaces où la biodiversité est la plus riche ; ils jouent essentiellement un rôle d'habitat pour le développement et la reproduction des espèces. Les corridors servent prioritairement à assurer les déplacements des espèces entre les réservoirs de biodiversité, qu'il s'agisse de déplacements routiniers, de dispersion ou de migration. Au sein de la trame verte et bleue les cours d'eau ont quant à eux une place particulière car ils sont à la fois des réservoirs et des corridors.

Parmi les ouvrages, la totalité des ouvrages est située à proximités de cours d'eau inscrits au schéma régional de cohérence écologique (SRCE) constituant des trames bleues. Un grand nombre est situé dans les corridors écologiques des milieux ouverts, boisés et/ou humides ainsi que qu'au sein de réservoirs de biodiversité (cf. annexe 3).

6.5.5. Zones humides

L'analyse bibliographique des zones humides sur le secteur d'étude a été effectuée au travers des données de l'inventaire des milieux humides de Bourgogne-Franche-Comté et des zones humides prioritaires de la DREAL Bourgogne.

Concernant l'inventaire des milieux humides de Bourgogne Franche-Comté, il s'agit d'un outil d'alerte pour les projets d'aménagement et de faciliter la mise en œuvre de démarches stratégiques de gestion. Parallèlement, on entend par "zones humides prioritaires" les secteurs humides qui sont à protéger ou restaurer en priorité, à cause de leur importance ou des menaces qui pèsent sur ces milieux. Ces zones n'ont pas de valeur juridique mais leur identification est nécessaire du point de vue technique pour attribuer à chacune un niveau d'intervention adapté.

Un grand nombre d'ouvrages hydrauliques, objet de l'étude se trouve dans ces zonages de pré-localisation de zones humides ou à proximité de celles-ci, comme visible en annexe 4. Le tableau ci-dessus récapitule la situation des ouvrages concernés.

Tableau 6 : Localisation des ouvrages vis-à-vis des zones de pré-localisation des zones humides

N° ouvrage	Nom ouvrage	Inventaire des milieux humides de Bourgogne-Franche-Comté	Zones humides prioritaires de Bourgogne Franche-Comté
7	Butoir	Forêts humides de bois dur (proximité immédiate)	Oui (proximité immédiate)
11	Déchargeoir Florentin	Forêts humides de bois dur (proximité immédiate)	Non
12	Prise d'eau de Germigny	Forêts humides de bois dur (inclus)	Oui (proximité immédiate)
25	Déchargeoir Dannemoine	Forêts humides de bois dur (inclus)	Oui (inclus)
28	Prise d'eau de Tonnerre	Non	Oui (inclus)
34	Déchargeoir Commissey	Non	Oui (inclus)
39	Déchargeoir Saint-Vinnemer	Non	Oui (inclus)
40	Prise d'eau d'Argentay	Non	Oui (inclus)
48	Déchargeoir Rapille	Forêts humides de bois dur (proximité immédiate)	Oui (proximité immédiate)
53	Déchargeoir Gallot	Non	Oui (inclus)
63	Prise d'eau Rougemont	Oui (habitat non précisé, inclus)	Oui (inclus)
63	Déversoir Rougemont	Oui (habitat non précisé, inclus)	Oui (inclus)
67	Déchargeoir Buffon	Oui (habitat non précisé, inclus)	Oui (inclus)
73	Déchargeoir Nogent	Non	Oui (inclus)
75	Château de Nogent	Forêts humides de bois dur (proximité immédiate)	Oui (inclus)
83	Déchargeoir Venarey	Non	Oui (inclus)
85	Prise d'eau Venarey	Non	Oui (inclus)
81	Prise d'eau d'Ancy-le-Franc	Non	Oui (inclus)

6.6. REGLEMENTATION LOCALE : SDAGE ET SAGE

6.6.1. SDAGE Seine Normandie

Le site du projet est localisé dans le territoire du SDAGE Seine-Normandie dont le programme 2022-2027 a été approuvé le 23 mars 2022 par le comité de bassin Seine-Normandie. Les masses d'eau au sens du SDAGE présents sur le linéaire d'étude sont les suivants :

Tableau 7 : Masses d'eau au sens du SDAGE présents sur le linéaire d'étude

Code masse d'eau	Nom masse d'eau	Surface (km ²)
FRHR501	Canal de Bourgogne	
FRHR63-F3364000	ruisseau de lachereuil	14
FRHR60-F3274400	ru des pres du bois	19,2
FRHR61C	L'Armançon de l'aval du lac de Pont au confluent	96,9
FRHR62B-F3328500	ruisseau de la lochere	25,7
FRHR62B	la Brenne de l'aval des réservoirs de Grobois	141,2
FRHR62B-F3330600	l'ozerein	127,1
FRHR62B-F3350600	l'oze	155,1
FRHR62B-F3359000	le Rabutin	25
FRHR63	la Brenne du confluent de l'Oze (exclu)	85
FRHR63-F3361000	ruisseau de vau	22,8
FRHR63-F3367000	ruisseau de fontenay	16,6
FRHR65-F3414000	ru du beau	11,7
FRHR69-F3468000	ru de merdereau	23,1
FRHR63-F3368000	ruisseau le dandarge	41,9
FRHR64	L'Armançon du confluent de la Brenne (exclu)	232,9
FRHR64-F3401000	ruisseau de bornant	55,3
FRHR64-F3402000	ruisseau la plainefaux	51,3
FRHR64-F3403000	ruisseau de vau chausey	84,9
FRHR64-F3409000	ru de Mélisey	175,1
FRHR65	L'Armançon du confluent du ruisseau de Baon (exclu)	196,8
FRHR65-F3413000	ru de vezinnes	6,9
FRHR65-F3416500	ruisseau le cleon	83,5
FRHR66	L'Armançe de sa source au confluent de l'Armançon	155,6
FRHR68-F3472000	ru de bord	28
FRHR68-F3477000	ru de preblin	19,2
FRHR68	L'Armançon du confluent de l'Armançe (exclu)	105,5
FRHR69	le Créanton de sa source au confluent de l'Armançon	73,5
FRHR69-F3462000	ru de la Brumance	37,4

Les orientations fondamentales (OF) de ce SDAGE sont les suivantes :

- OF 1 – Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée ;
- OF 2 – Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation des captages d'eau potable ;
- OF 3 – Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles ;

- OF 4 – Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique ;
- OF 5 – Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral.

L'application du projet à ces orientations est présentée ci-dessous :

Tableau 8 : Orientations du SDAGE Seine Normandie 2022-2027

Orientations et dispositions		Projet
OF 1 – Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée.	O1.2 –Préserver le lit majeur des rivières et étendre les milieux associés nécessaires au bon fonctionnement hydromorphologique et au bon état	Concerné
	O1.3 – Eviter avant de réduire, puis compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et au milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation	Concerné
	O1.5 – Restaurer la continuité écologique en privilégiant les actions permettant à la fois de restaurer le libre écoulement des eaux, le transit sédimentaire et les habitats aquatiques	Non concerné
	O1.7 - Structurer la maitrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	Non concerné
OF 2 – Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation des captages d'eau potable	O2.1 – Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés	Non concerné
OF 3 – Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles	O3.1. - Réduire les pollutions à la source	Non concerné
	O3.2. - Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu	Non concerné
	O3.3 - Adapter les rejets des systèmes d'assainissement à l'objectif de bon état des milieux	Non concerné
OF 4 – Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique	O4.1. – Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	Non concerné
	O4.2 – Limiter le ruissellement pour favoriser des territoires résilients	Non concerné
OF 5 – Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral		Non concerné

Le projet devra être conforme aux préconisations du SDAGE 2022-2027 notamment sur les orientations OF 1, OF 2 et OF3.

6.6.2. SAGE du bassin versant de l'Armançon

Le site du projet est localisé sur le territoire du SAGE du bassin versant de l'Armançon, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 19 juin 2024.

Liste des enjeux du PAGD

1. Assurer une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique
2. Améliorer la résilience du territoire face au changement climatique
3. Restaurer la qualité des eaux souterraines pour assurer l'alimentation en eau potable
4. Préserver et restaurer la qualité des eaux superficielles afin d'atteindre le bon état écologique
5. Prévenir les inondations à la source en recréant les conditions du fonctionnement naturel des cours d'eau et des milieux connexes
6. Sensibiliser aux enjeux du bassin versant, organiser la gouvernance et assurer le suivi et la mise en œuvre du SAGE

6.6.3. PGRI 2022-2027

Le secteur de l'Armançon est inclus dans le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2022–2027 pour le bassin Seine-Normandie. Il a été approuvé le 3 mars 2022 et est entré en vigueur le 8 avril 2022.

Le PGRI fixe 4 grands objectifs pour réduire les conséquences des inondations surs :

1. La vie et la santé humaine
2. L'environnement
3. Le patrimoine culturel
4. L'économie et les infrastructures

Le plan comprend **80 dispositions**, dont 14 communes avec le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux). Elles sont regroupées autour de 4 axes stratégiques :

- **1. Aménager les territoires de manière résiliente**
 - Intégrer le risque d'inondation dans les documents d'urbanisme (PLU, SCOT, etc.)
 - Préserver les zones d'expansion des crues
 - Réduire la vulnérabilité des bâtiments et des réseaux
- **2. Gérer l'aléa**
 - Restaurer les cours d'eau et les zones humides
 - Réduire l'imperméabilisation des sols
 - Favoriser les solutions fondées sur la nature
- **3. Améliorer la gestion de crise**
 - Développer les plans communaux de sauvegarde (PCS)
 - Renforcer les systèmes d'alerte et d'information
 - Former les acteurs locaux à la gestion de crise
- **4. Renforcer la culture du risque et la gouvernance**

- Sensibiliser les populations exposées
- Développer les outils de connaissance (cartographie, modélisation)
- Encourager la coopération entre collectivités, syndicats de bassin et services de l'État

Les communes concernées vis-à-vis du projet sont les mêmes que celles listées en dans la partie suivante (PPRi).

Le projet peut s'inscrire dans l'axe « Réduire la vulnérabilité des bâtiments et des réseaux », du fait du renforcement des équipements de gestion du canal.

6.6.4. PPRi de l'Armançon

Le PPRi de l'Armançon a été initialement approuvé par arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2008, puis modifié par un nouvel arrêté préfectoral en date du 7 octobre 2013, qui constitue la version actuellement en vigueur.

Les communes concernées vis-à-vis du projet sont les suivantes :

- ISY-SUR-ARMANÇON
- ARGENTENAY
- ARGENTEUIL-SUR-ARMANÇON
- BRIENON-SUR-ARMANÇON
- BUFFON
- CHASSIGNELLES
- CRY
- DANNEMOINE
- GERMIGNY
- JUNAY
- MARMAGNE
- PERCEY
- ROFFEY
- ROUGEMONT
- SAINT-FLORENTIN
- SAINT-MARTIN-SUR-ARMANÇON
- TANLAY
- TONNERRE
- TRONCHOY
- VILLIERS-LES-HAUTS
- VILLIERS-VINEUX
- NUITS (Nuits-sur-Armançon)

Le PPRi vise à :

- Délimiter les zones exposées aux inondations par débordement de l'Armançon et de ses affluents,
- Encadrer l'urbanisation et les aménagements pour éviter l'aggravation des risques,
- Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des activités existantes,
- Préserver les zones naturelles d'expansion des crues,
- Faciliter la gestion de crise et la sécurité civile.
- D'après le règlement officiel du PPRI de l'Armançon :

Le territoire est divisé en plusieurs zones :

- **Zone rouge (aléa fort)** : Interdiction de toute nouvelle construction ou stockage non sécurisé. Travaux sur l'existant soumis à conditions strictes.
- **Zone bleue (aléa modéré)** : Constructions et aménagements autorisés sous conditions (hauteur, matériaux, dispositifs de protection).
- **Zone blanche** : Hors aléa identifié, non concernée par des prescriptions spécifiques du PPRI.

De par leur proximité immédiate avec le canal, **les ouvrages sont situés en zone rouge (aléa fort)**, ce qui implique :

- Une Interdiction générale de tout stockage de matériaux ou matériels susceptibles :
 - D'être emportés par les eaux,
 - De polluer l'environnement,
 - D'aggraver les effets de l'inondation.

Cependant des exceptions sont possibles :

- Le stockage temporaire de matériel de chantier peut être toléré si :
 - Il est lié à une activité existante ou à des travaux autorisés,
 - Il est sécurisé (ancrage, dispositifs de rétention, etc.),
 - Il ne gêne ni l'écoulement des eaux, ni l'expansion des crues,
 - Il est retiré rapidement en cas d'alerte de crue.

6.6.5. Frayères

6.6.5.1. Arrêté préfectoral frayères de l'Yonne

Le document « Arrêté n° DDT/SEE/2022/0055 » est un arrêté préfectoral de l'Yonne daté du 14 mars 2023, qui établit un inventaire et un classement des zones de frayères, de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole dans le département.

L'objectif principal de l'arrêté est de réserver les habitats essentiels à certaines espèces aquatiques, notamment :

- Poissons : Chabot, Lamproie de Planer, Truite Fario, Vandoise, Brochet
- Crustacés : Écrevisse à pieds blancs

L'inventaires des parties de cours d'eau susceptible d'abriter des frayères présentes dans l'annexe de l'arrêté ne concerne pas le canal de Bourgogne. En revanche, l'Armançon est concerné sur pratiquement tout son linéaire dans l'Yonne.

Les déchargeoirs ne sont jamais disposés directement contre l'Armançon mais sur le canal de Bourgogne. Certaines prises d'eau concernées par le projet sont en revanche localisées sur l'Armançon ou le ru des Baons sur des tronçons faisant partie de l'inventaire de l'arrêté. Ces dernières sont listées ci-dessous.

Liste	Espèces présentes	Cours d'eau Milieu aquatique	Délimitation amont	Délimitation aval	OH concerné
1	Vandoise ; Chabot ; Lamproie de planer	Armançon (I')	Pont de la D8, commune FLOGNY-LA- CHAPELLE	Pont de la D78, commune VERGIGNY	Prise d'eau de Germigny
2p	Brochet	Armançon (I')	Pont de la D8, commune FLOGNY-LA- CHAPELLE	Pont de la D 78, commune VERGIGNY	Prise d'eau de Germigny
2p	Vandoise ; Chabot ; Lamproie de planer	Baon (ru de)	sa source, commune CRUZY-LE- CHATEL	Pont de la D 952, commune SAINT- MARTIN-SUR ARMANCON-	Prise d'eau Tanlay
2p	Brochet	Armançon (I')	Pont d'Aisy sur Armançon, commune AISY-SUR-ARMANCON	Pont de la D905, commune LEZINNES	Prise d'eau d'Ancy-le-Franc

Concernant l'ensemble de ces prises d'eau, les emprises batardées ne sont à chaque fois que de quelques m² au sein des radiers des ouvrages. Les surfaces concernées pour chaque prise d'eau sont extrêmement réduites (5-6m²) et ne concernent que le radier maçonné des ouvrages, où ne peuvent se développer les herbiers aquatiques caractéristiques du contexte eso-cyprincole du secteur d'étude.



Figure 7 : prise d'eau de Germigny



Figure 8 prise d'eau de Tanlay



Figure 9 : Prise d'eau d'Ancy-le-Franc

6.6.5.2. Données SIG disponibles

Les données SIG de l'OFB et data.eau. france montrent la présence d'espèces piscicoles et leurs frayères associées présentes dans les inventaires des frayères à proximité des vannages (cf. annexe 5). Les inventaires mettent en lumière la présence de frayère ou frayères potentielles suivantes :

Tableau 9 : présence de frayères à proximité des ouvrages

Désignation de l'ouvrage	Nom de la commune	Présence frayère et distance	Frayère potentielle et distance
Arrivée d'eau de Brignault	Brienon sur Armançon	Truite fario et Vandoise Environ 300 ml en aval (pont de Brienon sur Armançon)	Truite fario, Vandoise et Brochet Environ 300 ml en aval (pont de Brienon sur Armançon)
Prise d'eau de Germigny	Germigny	Chabot, Vandoise Environ 130 ml en aval sur le bras droit de l'île située sur l'Armançon	Chabot, Vandoise Environ 130 ml en aval sur le bras droit de l'île située sur l'Armançon
Prise d'eau de Tonnerre	Tonnerre		Brochet Au même niveau que la prise d'eau mais côté canal de Bourgogne
Prise d'eau de Tanley	Tanley		Brochet A 120 m en amont du vannage sur le ruisseau des Baon
Déchargeoir Nuits			Brochet A proximité immédiate de l'ouvrage (quelques mètres)
Prise d'eau d'Arlot			Brochet Au même niveau que la prise d'eau mais côté canal de Bourgogne
Prise d'eau d'Ancy-le-Franc	Ancy le Franc	Brochet, sur un bras parallèle de l'Armançon (230m)	Brochet, mais du côté canal (écluse)
Prise d'eau de Venarey	Venarey	Chabot A 100 ml en amont dans la rigole de la prise d'eau de Venarey	Chabot A 100 ml en amont dans la rigole de la prise d'eau de Venarey

L'analyse des données bibliographiques de frayères de l'OFB nous renseigne sur la présence avérée et potentielle sur le secteur d'étude de frayères de truite fario, de chabot, de vandoise et de brochets. Ces localisations ont été relevés à proximité ou à quelques centaines de mètre des ouvrages en question.

7. SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Cette partie constitue une synthèse des paragraphes précédents et met en évidence les facteurs susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet, conformément à l'article R122-5 du Code de l'Environnement.

L'analyse de l'état initial a abouti à la connaissance des milieux concernés, nécessaire pour dégager dans un premier temps les enjeux, puis la sensibilité de ceux-ci au regard des caractéristiques spécifiques du projet.

Par enjeu, on entend une thématique attachée à une portion de territoire qui, compte tenu de son état actuel ou prévisible, présente une valeur au regard des préoccupations environnementales, patrimoniales, culturelles, esthétiques, monétaires ou techniques.

La notion de sensibilité tient compte des caractéristiques du projet et notamment ses effets pressentis, ainsi que de différents facteurs dont l'étendue de la population, la biodiversité, la présence d'espèces rares ou protégées, l'importance économique, la capacité de rétablissement des populations ou de la qualité du milieu après effet, le pourcentage d'écosystème ou de ressources affectées à un niveau régional ou national.

La conclusion sur la sensibilité du milieu fait intervenir une notation qualitative par « avis d'expert » allant d'une sensibilité négligeable et à une sensibilité forte.

Le tableau suivant présente les enjeux environnementaux et leur sensibilité (voir légende ci-dessous) :

Légende Enjeux :

Fort	Enjeu fort
Modéré	Enjeu modéré
Faible	Enjeu faible
Nul/Négligeable	Enjeu négligeable voire nul
NR	Les données disponibles sont absentes ou insuffisantes pour pouvoir conclure sur ce point.

Légende Sensibilité :

Fort	Sensibilité forte vis-à-vis du projet
Modéré	Sensibilité modérée vis-à-vis du projet
Faible	Sensibilité faible vis-à-vis du projet
Nul/Négligeable	Sensibilité négligeable voire nulle vis-à-vis du projet
NR	Les données disponibles sont absentes ou insuffisantes pour pouvoir conclure sur ce point.

Tableau 10 : Tableau de synthèse des enjeux et sensibilités vis-à-vis du projet

Cotation de l'enjeu sur les aires d'étude			Cotation de la sensibilité vis-à-vis du projet	
Zonages réglementaires	<p>L'ouvrage « prise d'eau d'Arlot » est situé à proximité immédiate de la zone N2000 « Eboulis calcaires de la vallée de l'Armançon » n°FR2601004 ».</p> <p>Trois prises d'eau concernées par le projet sont localisées sur l'Armançon ou le ru des Baons sur des tronçons faisant partie de l'inventaire de l'arrêté préfectoral frayères de l'Yonne</p>	Fort	<p>Travaux situés hors zone Natura 2000 et sans nuisances particulières pour cette dernière</p> <p>Les surfaces concernées pour chaque prise d'eau sont extrêmement réduites (5-6m²) et ne concerne le radier béton des ouvrages, ou ne peuvent se développer les herbiers aquatiques caractéristiques du contexte eso-cyprincole du secteur d'étude.</p>	faible à négligeable
Zonages de protection et d'inventaire	<p>Un nombre important d'ouvrages hydrauliques sont inclus ou à proximité immédiate de zones ZNIEFF</p> <p>Un grand nombre d'ouvrages hydrauliques, objet de l'étude se trouve dans ces zonages de pré-localisation de zones humides ou à proximité de celles-ci</p>	Modéré	<p>Travaux ne modifiant pas l'existant, dont l'emprise ne dépasse pas le chemin de halage du canal et sans nuisances particulières pour les milieux naturels</p>	Faible à négligeable
Trames vertes et bleues	<p>Parmi les ouvrages, la totalité des ouvrages est située à proximités de cours d'eau inscrits au schéma régional de cohérence écologique (SRCE) constituant des trames bleues. Un grand nombre est situé dans les corridors écologiques des milieux ouverts, boisés et/ou humides ainsi que qu'au sein de réservoirs de biodiversité.</p>	Fort	<p>Intervention en milieu aquatique : sensibilité vis-à-vis de la qualité de l'eau, des habitats aquatiques et de la faune</p>	Modéré
Faune	<p>L'analyse des données bibliographiques de frayères de l'OFB nous renseigne sur la présence avérée et potentielle sur le secteur d'étude de frayères de truite fario, de chabot, de vandoise et de brochets. Ces localisations ont été relevés à proximité ou à quelques centaines de mètre des ouvrages en question.</p>	Fort	<p>Travaux réalisés en période de chômage du canal (pas de vidange complète de ce dernier).</p> <p>Emprises mises à sec par big-bag strictement limité aux radiers artificiels des ouvrages</p>	Faible

PORTER A CONNAISSANCE



C. DESCRIPTION DES INCIDENCES PREVISIBLES ET DES MESURES

8. DESCRIPTION DES INCIDENCES PREVISIBLES ET DES MESURES PREVUES

Ce chapitre porte sur les incidences prévisibles que peut induire le projet sur les milieux aquatiques avoisinant le site du projet et ses alentours, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques.

Les **incidences** sont étudiées pour les phases suivantes :

- **La phase de travaux** conduisant à la réalisation du projet : mécanisation et automatisation des ouvrages hydrauliques situé sur l'itinéraire dit « Bourgogne 3 » du canal de Bourgogne.
- **La phase d'exploitation** : reprise du fonctionnement initial du canal de Bourgogne.

Concernant les **mesures**, l'environnement doit être pris en compte que ce soit dans le choix du projet, de sa localisation, voire dans la réflexion sur son opportunité, afin que le projet soit le moins affectant possible. Cette intégration de l'environnement, dès l'amont est essentielle pour prioriser : les étapes **d'évitement** des effets tout d'abord, de **réduction** ensuite, et en dernier lieu, **la compensation** des effets résiduels du projet, du plan ou du programme si les deux étapes précédentes n'ont pas permis de les supprimer. C'est en ce sens et compte-tenu de cet ordre que l'on parle de « **séquence éviter, réduire, compenser (E/R/C)** ».

8.1. INCIDENCES ET MESURES E/R SUR LE MILIEU PHYSIQUE

8.1.1. Climat et vulnérabilité au changement climatique

Aucune incidence n'est à prévoir vis-à-vis de la production de gaz à effet de serre en phase travaux et exploitation. En effet, le projet ne produit pas de déblais et n'utilise pas de remblais. Ainsi, aucun transport de terres n'est à prévoir.

8.1.2. Topographie

Aucune incidence n'est attendue sur la topographie.

8.1.3. Bilan matériaux

Aucune incidence n'est attendue (pas de mouvements de terres).

8.1.4. Incidences sur l'écoulement des cours d'eau

8.1.4.1. Phase travaux

Un seul site est concerné par la modification de l'écoulement d'un cours d'eau associé au canal : la prise d'eau d'Arlot, sur la commune de Cry (89). En effet, cet ouvrage hydraulique est situé sur un chenal de connexion entre l'étang du site du moulin d'Arlot et le canal de Bourgogne. Ce chenal de connexion, pourtant connecté directement au canal de

manière continue, est catégorisé comme « cours d'eau » au sens de la cartographie des cours d'eau de la DDT de l'Yonne.

Concernant cet ouvrage, les batardeaux/ big-bags mis en place lors des travaux pour la mise en assec n'entraînent pas de différence de niveau en aval de la mise à sec de l'ouvrage puisque ce dernier est connecté directement avec le canal de Bourgogne.

La mise à sec mise des abords amont/aval de la prise d'eau entraîne de fait un rejet à l'aval de ce même cours d'eau.



Figure 10 : photographies de la prise d'eau d'Arlot et son chenal (à gauche : aval et à droite : amont, source : ARTELIA,2024)



Figure 11 : exutoire du chenal de la prise d'Arlot connecté au canal de Bourgogne (source Google Earth,2025)

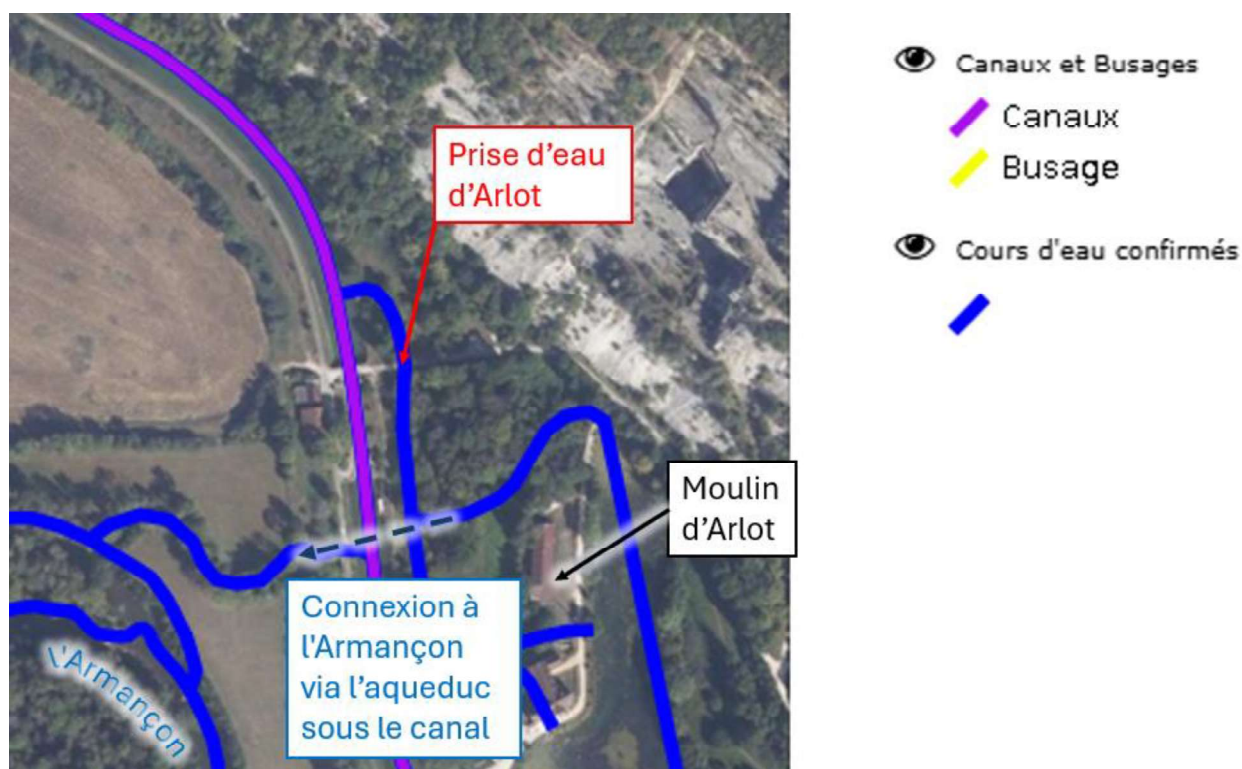


Figure 12 : Illustration de la position de l'ouvrage de la prise d'eau d'Arlot et localisations des chenaux du moulin d'Arlot - fond de plan DDT 89

8.1.4.2. Phase exploitation

En phase exploitation, l'écoulement des cours d'eau associés au canal de Bourgogne vis-à-vis des ouvrages hydrauliques sera restauré de manière identique à l'état initial.

8.2. INCIDENCES ET MESURES E/R SUR LA QUALITE DES EAUX

Note concernant la partie 8.2 :

De manière similaire à la partie relative aux incidences sur l'écoulement des cours d'eaux (8.1.4.) il n'y ici qu'un seul site à considérer concernant les incidences sur cours d'eau, le site de la prise d'eau du moulin d'Arlot

8.2.1. Phase travaux

En phase travaux et particulièrement par temps de pluie, les contaminations des eaux superficielles peuvent être liées :

- Aux matières en suspension générées par le chantier. L'incidence serait alors un colmatage du fond du cours d'eau, conduisant à une homogénéisation des substrats, préjudiciable à la flore et à la faune aquatique ;
- Aux installations de chantier, qui génèrent des rejets polluants : eaux usées, eaux de lavage, déchets divers... (non concerné dans le cas présent) ;
- Aux pollutions accidentelles qui peuvent être générées par le stockage de produits polluants qui sont manipulés sur le chantier et aux opérations de maintenance des engins.
- Pour limiter les incidences sur la qualité des eaux du cours d'eau des mesures adaptées sont décrites ci-après

8.2.2. Pollution mécanique - MES

Une des principales nuisances vis-à-vis du milieu aquatique est liée à la pollution mécanique engendrée par mise en suspension de particules fines qui se déposent ensuite dans les zones calmes.

À partir de 200 mg/L de MES, il y a un effet léthal direct sur le poisson par colmatage des branchies ce qui entraîne l'asphyxie. En-dessous de ce seuil, les MES ont un effet néfaste puisque l'augmentation de la turbidité réduit la pénétration de la lumière donc la photosynthèse. L'autoépuration freinée provoque un déficit en oxygène dissout et il y a augmentation de la température. Ces phénomènes sont illustrés sur la Figure 14.

Une solution adéquate dans le cadre de ces travaux est le déploiement d'un barrage anti-MES. Ces barrages flottants permettent de confiner le chantier et de retenir les matières en suspension et macro-déchets pour empêcher leur propagation. Ces derniers possèdent un rideau anti-turbidité, en général constitué d'un géotextile lesté qui dispose d'une hauteur de plusieurs mètres, qui laisse passer l'eau et retient les matières en suspension.



Figure 13 : Exemple de dispositif de barrage anti-MES mis en œuvre (ARTELIA, 2019)

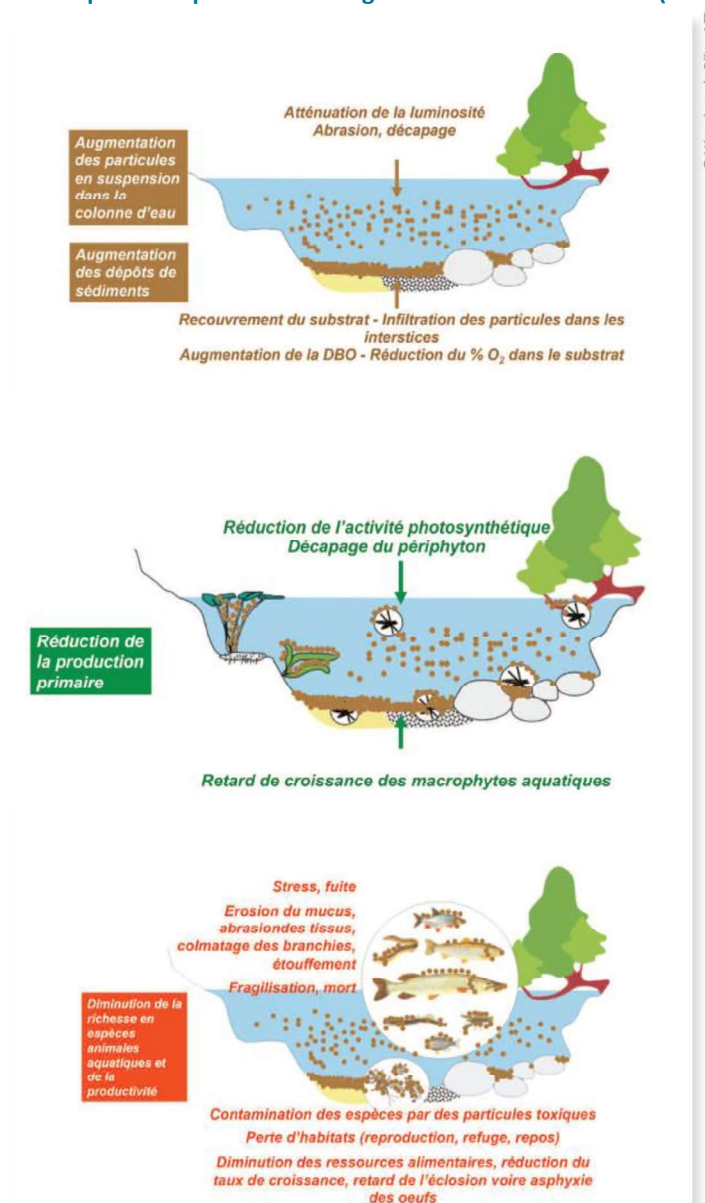


Figure 14 : Effets d'un rejet excessif de sédiments sur un cours d'eau (extrait de : Guide technique AFB - Bonnes pratiques environnementales - Protection des milieux aquatiques en phase chantier - Février 2018)

8.2.3. Pollutions accidentelles

Cf. parties 4.5.7. et 4.5.8.

8.2.3.1. Phase exploitation

Aucune incidence n'est attendue en phase exploitation (retour au fonctionnement initial).

8.3. INCIDENCES ET MESURES E/R SUR LE MILIEU NATUREL

8.3.1. Incidences et mesures sur les zones humides

Les emprises travaux concernent uniquement les cheminements bitumés et/ou en graves en crête de berges (milieu déjà anthropisés). Les zones humides potentielles représentées par les espaces naturels autour des ouvrages de la DREAL Bourgogne ne seront pas impactées.

8.3.2. Incidences sur les frayères

Les données SIG de l'OFB et data.eau. france montrent la présence de frayères potentielles à brochets dans les inventaires des frayères (Arrêté du 23/04/2008) (cf. annexe 5).. Ces données SIG publiques concernent des inventaires très anciens et constituent une base d'information qui n'a pas valeur d'état des lieux récent.

Les emprises de mise à sec côté cours d'eau lors des travaux concernant les trois prises d'eau de Germigny, de Tanlay et d'Ancy le Franc. Ces emprises sont très réduites (qq m²) et couvrent uniquement les surfaces de radiers maçonnés des ouvrages. Ainsi, concernant les espèces phytophiles comme le brochet (espèce repère) il n'y a pas de diagnostic frayère à mener sur cette partie du lit mineur artificialisée. **Les incidences sur les frayères sont jugées nulles.**

Dans tous les cas, les mises à sec se feront en adéquation avec les périodes de reproduction des espèces piscicoles (cf. 8.3.3.) du canal et selon les contraintes hydrauliques de l'ouvrage.

8.3.3. Incidences et mesures sur les périodes de reproduction des espèces faunistiques présentes sur le site d'étude

Les contraintes temporelles de chantier liées aux enjeux faune du secteur de projet correspondent aux périodes de reproduction de la faune piscicole.

Une mesure de réduction adéquate est de **réaliser le chantier en dehors de ces périodes critiques**. Cette mesure sera prise en compte dans le planning des travaux. **Elle permet de supprimer l'incidence potentielle sur le succès reproducteur des espèces** à Incidences et mesures E/R sur le milieu humain.

La période de reproduction du brochet (espèce repère) recouvrant la période de février à Avril, l'incidence (potentielle) est jugée nulle.

8.3.4. Evaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000

L'ouvrage n°58 « prise d'eau d'Arlot » est localisé à proximité immédiate de la zone NATURA 2000 « Eboulis calcaires de la vallée de l'Armançon » n°FR2601004 ».

Dans leur globalité, les travaux envisagés portent sur la pose de sondes et servomoteurs, le remplacement d'équipements existants (crics, vannes, ...), le nettoyage et la reprise de maçonnerie, ... Ces travaux ne modifient pas les installations existantes.

Ces travaux ne sont donc pas soumis à une note d'incidence Natura 2000 (décision DDT de l'Yonne, échanges mails du 3 février 2025).

8.4. SYNTHÈSE DES INCIDENCES ET MESURES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les incidences et mesures sont synthétisées dans le tableau suivant.

Pour rappel, la synthèse des sensibilités mettait en évidence une sensibilité modérée vis-à-vis : de la qualité de l'eau et des habitats aquatiques. Les autres thématiques de sensibilité sont considérées faibles ou négligeables (cf. partie 7).

La description des incidences a permis de préciser ces aspects et de proposer par la suite des mesures adaptées en cas d'impacts négatifs.

En ce qui concerne le point relatif à la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, **la mise en place de mesures adaptées en phase chantier permet de réduire significativement les incidences. Les incidences résiduelles sont jugées négligeables.**

Tableau 11 : Synthèse des incidences et mesures sur l'environnement

			Incidences		Mesures E/R
Milieu physique	Climat	Phase chantier	RAS		RAS
		Phase exploitation	RAS		RAS
	Topographie	Phase chantier	RAS		RAS
		Phase exploitation	RAS		RAS
Eaux superficielles	Qualité de l'eau	Phase chantier	Risques de pollution accidentelles et d'augmentation de la turbidité	Barrage anti-MES Plan d'actions concernant la prévention et la gestion de pollutions accidentelle sur chantier	
		Phase exploitation	RAS	RAS	
	Écoulement du ru et niveau des eaux de nappe	Phase chantier	Concernant l'ouvrage de la prise d'eau d'Arlot, les batardeaux/ big-bags mis en place lors des travaux pour la mise en assec n'entraînent pas de différence de niveau en aval de la mise à sec de l'ouvrage puisque ce dernier est connecté directement avec le canal de Bourgogne. La mise à sec mise des abords amont/aval de la prise d'eau entraîne de fait un rejet à l'aval de ce même cours d'eau.	RAS : les incidences sont jugées négligeables.	
		Phase exploitation	En phase exploitation, l'écoulement des cours d'eau associés au canal de Bourgogne vis-à-vis des ouvrages hydrauliques sera restauré de manière identique à l'état initial.	RAS	
		Phase chantier	Les emprises travaux concernent uniquement les cheminements bitumés et/ou en graves en crête de berges (milieu déjà anthropisés). Les zones humides potentielles représentées par les espaces naturels autour des ouvrages de la DREAL Bourgogne ne seront pas impactée.	RAS	
Milieu naturel	Zones humides	Phase exploitation	RAS	RAS	

	Frayères	Phase chantier	Les emprises de mise à sec côté cours d'eau lors des travaux concernent les trois prises d'eau de Germigny, Tanlay et Ancy le Franc sont très réduites (qq m²) et sont constituées uniquement par les radiers maçonnés des ouvrages. Ainsi, concernant les espèces phytophiles comme le brochet (espèce repère) il n'y a pas de diagnostic frayère est à mener sur cette partie du lit mineur artificialisée	Les incidences sur les frayères sont jugées nulles
		Phase exploitation	RAS	RAS
	Faune piscicole	Phase chantier	Les contraintes temporelles de chantier liées aux enjeux faune du secteur de projet correspondent aux périodes de reproduction de la faune piscicole.	Réalisation du chantier en dehors de la période de reproduction du brochet (espèce repère) recouvrant la période de février à avril.
		Phase exploitation	RAS	L'incidence (potentielle) est jugée nulle. RAS

8.5. RAISONS DU CHOIX DU PROJET

La Direction Territoriale Centre-Bourgogne (DTCB) de Voies Navigables de France (VNF) a pour mission d'assurer l'entretien, l'exploitation et le développement des canaux des régions Centre-Val-de-Loire et Bourgogne-Franche-Comté.

Depuis quelques années, VNF a engagé une vaste opération de modernisation de son réseau de voies navigables, visant à répondre à différents objectifs :

- Optimiser le service aux usagers ;
- Améliorer les méthodes et conditions de travail des équipes d'exploitation et de maintenance ;
- Pérenniser l'attractivité du réseau fluvial.

Cette opération passe notamment par la modernisation ouvrages hydrauliques du réseau.

Dans ce contexte, le présent marché de travaux vise à **moderniser des ouvrages de gestion hydraulique du linéaire** sur l'itinéraire Bourgogne 3, **avec un objectif de réalisation des travaux entre septembre 2025 et décembre 2026**. La présente opération a ainsi pour objectifs de :

- **Mécaniser les ouvrages** de gestion hydraulique aujourd'hui **manœuvrés manuellement** afin de faciliter et de sécuriser leur utilisation ;
- **Automatiser et instrumenter** les ouvrages afin de **permettre une gestion fine et sécurisée du réseau** et ainsi **préserver la ressource en eau** en période d'étiage tout en permettant une **bonne gestion des débits en période de crue** pour éviter toute surverse des canaux ;
- **Homogénéiser les ouvrages de gestion hydraulique du linéaire** : le niveau de modernisation des ouvrages de gestion hydraulique existant étant variable d'un ouvrage à l'autre, VNF souhaite aujourd'hui uniformiser son parc d'ouvrages via l'installation d'équipements équivalents sur l'ensemble des vannages identifiés dans le programme de l'opération ;
- **Mettre à la cible et en sécurité les ouvrages de gestion hydraulique du linéaire** : Artelia, dans le cadre de l'étude de faisabilité, a participé à l'élaboration de la définition d'un ouvrage cible sur la base des standards VNF (standards en termes de sécurité des automates, de sécurité pour les usagers et de qualité de service). L'atteinte des critères de l'ouvrage cible devra être respectée afin de garantir un niveau de modernisation suffisant (installations de nouveaux équipements dont sécurité, remplacement d'anciens automates, raccordement sur le réseau fibre optique, etc.) ;
- **Régénérer les ouvrages existants** : au vu de l'état dégradé de certains ouvrages de gestion hydraulique, des travaux de régénération des ouvrages sont un préalable indispensable à la modernisation et à la pérennisation du réseau fluvial (restauration des maçonneries, remplacement de vannes, remplacement de certains organes de manœuvre, ...).

8.6. MODALITES DE SURVEILLANCE

L'entreprise aura à sa charge la mise en place sur le chantier d'équipements destinés à lutter contre les pollutions accidentelles de toutes origines. Ces équipements (barrages flottants, décanteurs, etc.), sont maintenus disponibles en permanence sur le site et à proximité immédiate des travaux. En tout état de cause le cas échéant il devra prévenir immédiatement le Maître d'œuvre, VNF en plus des services compétents de secours.

Une procédure de prévention des pollutions, de gestion des pollutions et de dépollution devra être établie pendant la phase de préparation de chantier.

En cours de travaux, le Plan de Gestion Environnementale (PGE) est tenu à jour par l'entreprise chargée des travaux, en fonction des problèmes éventuellement rencontrés. Les incidents éventuels intervenant durant le chantier et relatifs à la protection de l'environnement doivent être relevés dans le journal de chantier par l'intermédiaire du compte-rendu journalier de l'entreprise, en particulier en ce qui concerne les dispositifs de maîtrise des pollutions des eaux : étanchéité et confinement des zones de stockage des lubrifiants, sécurisation des opérations de remplissage des réservoirs, récupération des eaux de ruissellement des aires de chantier dans un bassin de décantation avant rejet, décantation des eaux d'exhaure.

En cas de pollution accidentelle du chantier, du cours d'eau, des eaux prélevées et dérivées par les infrastructures existantes et des terrains situés à proximité, le chantier sera immédiatement interrompu jusqu'à un retour à la normale.

Les modalités de surveillance concernant la prévention des pollutions sont explicitées en partie 4 et 4.5.8.

ANNEXES



- ANNEXE 1: FOCUS DES SITES ET EMPRISE CHANTIER 5M
- ANNEXE 2: ZONAGES MILIEUX NATURELS
- ANNEXE 3: TRAMES VERTES ET BLEUES – CORRIDORS ECOLOGIQUES
- ANNEXE 4: DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES ZONES HUMIDES
- ANNEXE 5: HYDROLOGIE ET FRAYERES
- ANNEXE 6: PLANNING
- ANNEXE 7 : DOSSIER DE PLANS



ANNEXE 1 : FOCUS DES SITES ET EMPRISE CHANTIER 5M



ANNEXE 2 : ZONAGES MILIEUX NATURELS



ANNEXE 3 : TRAMES VERTES ET BLEUES – CORRIDORS ECOLOGIQUES



ANNEXE 4 : DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES ZONES HUMIDES



ANNEXE 5 : HYDROLOGIE ET DONNEES FRAYERES



ANNEXE 6 : PLANNING



ANNEXE 7 : DOSSIER DE PLANS

